

MÉMORIAL

DU



Memorial

des

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Großherzogthums Luxemburg.

MARDI, 21 avril 1885.

M 24.

Dienstag, 21. April 1885.

Arrêté royal grand-ducal du 4 mars 1885, portant approbation des règlements d'ordre intérieur pour la Cour supérieure de justice et pour chacun des tribunaux d'arrondissement.

Nous GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince-d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc., etc. ;

Vu l'art. 140 de la loi du 18 février 1885, concernant l'organisation judiciaire ;

Vu les avis des deux tribunaux d'arrondissement et de la Cour supérieure de justice ;

Notre Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport de Notre Directeur général de la justice et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^e. Les règlements d'ordre intérieur de la cour supérieure de justice et des tribunaux d'arrondissement, annexés au présent arrêté, sont approuvés.

Art. 2. Notre Directeur général de la justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

La Haye, le 4 mars 1885.

GUILLAUME.

*Le Directeur général
de la justice;*

P. EYSCHEN.

Königl.-Großh. Beschluß vom 4. März 1885, wodurch die Reglemente, die innere Ordnung des Obergerichtshofs und der beiden Bezirksgerichte betreffend, genehmigt werden.

Wir Wilhelm III., von Gottes Gnaden, König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, ic., ic., ic.;

Nach Einsicht des Art. 140 des Gesetzes vom 18. Februar 1885, über die Gerichtsverfassung;

Nach Einsicht der Gutachten der beiden Bezirksgerichte und des Obergerichtshofes;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes;

Auf den Bericht Unsers General-Directors der Justiz und nach Berathung der Regierung im Conseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die gegenwärtigen Beschlüsse beifügten Reglemente, die innere Ordnung des Obergerichtshofs und der Bezirksgerichte betreffend, sind genehmigt.

Art. 2. Unser General-Director der Justiz ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

Im Haag den 4. März 1885.

Wilhelm.

Der General-Director

der Justiz,

P. Eyschen.

(ANNEXES.)

Règlement d'ordre intérieur de la cour supérieure de justice à Luxembourg.

CHAPITRE I^e. — De l'ordre de service de l'audience et de la chambre du conseil.

Art. 1^e. La cour est divisée en deux chambres, dont l'une connaît des affaires civiles et commerciales et l'autre des affaires correctionnelles.

Art. 2. Le président préside la chambre chargée des affaires civiles et commerciales, sans préjudice du droit de présider l'autre chambre quand il le juge convenable, conformément à l'art. 126 de la loi du 18 février 1885.

Le vice-président préside la chambre correctionnelle.

Art. 3. Indépendamment des audiences ordinaires à fixer par arrêté ministériel en vertu de l'art. 141 de la loi organique du 18 février 1885, chaque chambre de la cour fixera les audiences extraordinaires exigées par les besoins du service.

Le président de la cour convoquera celle-ci pour les audiences solennelles et les assemblées générales prévues par la loi.

Le président de chaque chambre en convoquera les membres pour les délibérés qui doivent avoir lieu à jour et heure exceptionnels.

Art. 4. Le service pour la chambre des vacances est réglé conformément aux art. 150 et suivants de la loi précitée.

Art. 5. L'ouverture de toutes les audiences des deux chambres de la cour, de la cour de cassation et de la cour d'assises est fixée à neuf heures du matin.

Art. 6. Les membres de la cour appelés à siéger devront se trouver réunis à la chambre du conseil, de manière que l'audience commence toujours à l'heure réglementaire.

Art. 7. Le greffier marquera au plu militif

Règlement, die innere Ordnung des Obergerichtshofs zu Luxemburg betreffend.

Kapitel I. — Dienstordnung der Sitzung und der Rathsakammer.

Art. 1. Der Hof ist in zwei Kammern getheilt, deren eine in Civil- und Handelsachen, die andere in Zuchtpolizeisachen Recht spricht

Art. 2. Der Präsident führt den Vorsitz in der Kammer für Civil- und Handelsachen, unbeschadet der Befugniß, die andere Kammer zu präsidiren, so er dies gemäß Art. 126 des Gesetzes vom 18. Februar 1885 für angezeigt erachtet.

Der Vicepräsident führt den Vorsitz in der Kammer für Zuchtpolizeisachen.

Art. 3. Außer den durch Ministerial-Beschluß gemäß Art. 141 des Gesetzes vom 18. Februar 1885 festzusehenden ordentlichen Sitzungen, werden von jeder Kammer des Hofs, je nach den Dienstbedürfnissen, außerordentliche Sitzungen anberaumt.

Der Präsident des Obergerichtshofs beruft den Hof zu den durch das Gesetz vorgesehenen feierlichen Sitzungen und General-Versammlungen.

Der Präsident jeder Kammer beruft die Mitglieder derselben zu den an außerordentlichen Tagen und Stunden stattfindenden Berathungen.

Art. 4. Der Dienst der Ferienkammer wird gemäß Art. 150 und ff. vorerwähnten Gesetzes geordnet.

Art. 5. Beide Kammern des Hofs, der Kassations- und der Aiffsenhof eröffnen ihre sämtlichen Sitzungen um neun Uhr morgens.

Art. 6. Die zu den Sitzungen berufenen Mitglieder des Hofs haben sich in der Rathsakammer rechtzeitig einzufinden, so daß die Sitzung zur festgesetzten Stunde beginnen kann.

Art. 7. Der Gerichtsschreiber verzeichnet im

l'heure précise à laquelle l'audience aura été ouverte et levée.

CHAPITRE II. — De l'inscription et de l'instruction des causes.

Art. 8. Il sera tenu au greffe un registre ou rôle général, coté et paraphé par le président, sur lequel seront inscrites toutes les causes civiles et commerciales dans l'ordre de leur présentation.

Les avoués sont tenus de faire faire cette inscription la veille au plus tard du jour où l'on se présentera à l'audience.

Cette inscription sera faite sur le dépôt d'un rôle, portant les noms, profession, domicile et qualités des parties, les noms des avocats-avoués, l'objet, la cause et la nature de la contestation et une colonne d'observations.

Le greffier y portera le numéro et la date de l'inscription au rôle général.

Ce rôle doit être accompagné de l'expédition ou d'une copie du jugement attaqué.

Il sera tenu pour les demandes en cassation un rôle général séparé, sur lequel le greffier portera, dans des colonnes émargées à cette fin, les mentions ordonnées par l'art. 38 de la loi du 18 février 1885, sur les recours en cassation.

Art. 9. L'inscription au rôle général fixe le rang d'après lequel les causes présentées doivent être plaidées et jugées.

Art. 10. Les causes introduites par assignation à bref délai, celles pour déclinatoires, exécutions et règlements de procédure qui ne tiennent pas au fond, celles à fins de provisions alimentaires, ou toutes autres de pareille urgence, seront appelées sur simples conclusions et avenirs, pour être plaidées et jugées sans remise et sans tour de rôle.

Protokoll genau die Stunde, zu welcher die Sitzung eröffnet und geschlossen worden ist.

Kapitel II. — Eintragung u. Prozeßgang.

Art. 8. Auf der Gerichtsanzei wird ein Register über eine allgemeine Rolle geführt, welche der Präsident numerirt und paraphiert, und in welche alle Civil- und Handelsachen in der Reihenfolge eingetragen werden, in welcher sie vorgebracht worden sind.

Die Anwälte haben dafür zu sorgen, daß die Eintragung spätestens am Vorabend des Sitzungstages geschehe.

Die Eintragung geschieht auf Grund der Hinterlegung einer Rolle, welche Namen, Stand, Wohnort und Eigenschaften der Parteien, Namen der Advokat-Anwälte, Gegenstand, Grund und Art des Prozeßobjektes angibt, sowie eine Kolonne für Bemerkungen enthält.

Der Gerichtsschreiber vermerkt in derselben Nummer und Tag der Eintragung in die allgemeine Rolle.

Die Rolle muß von einer Aussertigung oder von einer Abschrift des beanstandeten Urtheils begleitet sein.

Für die Kassationsklagen wird eine besondere allgemeine Rolle geführt, in welche der Gerichtsschreiber in die dazu bestimmten Kolonnen die durch Art. 38 des Gesetzes vom 18. Februar 1885, über die Kassationsrecuse, vorgeschriebenen Angaben einträgt.

Art. 9. Durch die Eintragung in die allgemeine Rolle wird die Reihenfolge bestimmt, in welcher die eingebrachten Prozesse verhandelt und abgeurtheilt werden sollen.

Art. 10. Die durch Vorladung auf kurze Frist angestrebten Prozesse, die Einrede- und Vollstreckungsclagen, die lediglich auf Regulierung der Prozeßordnung fuhrenden Klagen, sowie die Klagen auf eine Unterhaltssumme oder ähnliche dringende Klagen werden auf bloße Schriftsätze und Zustellung von Anwalt zu Anwalt behufs Verhandlung und Entscheid ohne Vertagung und ohne Beobachtung der Reihenfolge verhandelt und abgeurtheilt.

Si, par circonstances spéciales, les juges croient devoir accorder remise, elle sera ordonnée contradictoirement à jour fixe.

Aux appels des causes, celles ci-dessus énumérées sont retenues pour être jugées avant toutes autres.

Celles de ces causes qui, par le fait des parties, n'ont pas pu être jugées dans le délai de trois mois, perdent leur caractère d'urgence et doivent suivre leur tour du rôle général.

Art. 11. Lorsqu'il a été formé opposition à une sentence par défaut, la cause reprendra le rang qu'elle occupait au rôle.

Elle conservera ce rang après réassignation sur défaut-jonction prononcé dans le cas de l'art. 153 du code de procédure civile.

Les causes dans lesquelles il aura été prononcé une décision interlocutoire, préparatoire ou d'instruction, seront, après l'instruction faite, jugées dans l'ordre où elles avaient d'abord été placées.

Art. 12. Dans toutes les causes, les avocats-avoués déposeront au greffe, trois jours au moins avant l'audience fixée pour les plaidoiries, leurs conclusions motivées, signées d'eux et portant la date de la signification à avoué, le numéro du rôle et les qualités des parties.

En cas de réquisition d'un arrêt par défaut, ce dépôt peut être fait à l'audience même entre les mains du greffier.

Lorsque les avocats-avoués modifieront les conclusions par eux déposées ou qu'ils prendront à la barre des conclusions nouvelles, ils seront tenus dans la journée de les signifier à l'avoué adverse et d'en déposer au greffe une copie signée et portant mention expresse de la date de la signification à l'avoué ; dans le cas contraire, ces conclusions seront considérées comme non avenues et il sera jugé sur les pièces du dossier.

Glauben die Richter aus besondern Gründen Aufschub gestatten zu müssen, so wird derselbe nach Anhörung der Parteien auf einen bestimmten Tag angeordnet.

Bei dem Aufruf der Prozesse werden die oben bezeichneten vorbehalten, um vor allen andern entschieden zu werden.

Diejenigen davon, welche durch Verschulden der Parteien innerhalb drei Monate nicht zur Aburtheilung gelangt sind, verlieren den Charakter der Dringlichkeit und halten die Reihenfolge in der allgemeinen Rolle ein.

Art. 11. Wenn gegen ein Contumazurtheil Opposition erhoben worden ist, nimmt der Prozeß den Rang, den er in der Rolle gehabt, wieder ein.

Er behält diesen Rang bei Vorladung trakt eines Contumaz-Verbindungsurtheils im Falle des Art. 153 der Civilprozeßordnung.

Die Prozesse, in welchen ein Interlocut oder ein präparatorisches Urtheil getroffen worden ist, werden, nach erfolgter Untersuchung, in der Reihenfolge, in welcher sie anfangs aufgestellt worden, abgeurtheilt.

Art. 12. In allen Prozessen haben die Advokat-Anwälte spätestens drei Tage vor der für die mündliche Verhandlung festgesetzten Sitzung auf der Gerichtskanzlei ihre motivirten und unterzeichneten Anträge nebst Angabe des Datums der Zustellung an den Anwalt, der Nummer der Rolle und der Eigenschaft der Parteien zu hinterlegen.

Im Falle eines Contumazerkenntnisses kann die Hinterlegung in der Sitzung selbst zu Händen des Gerichtsschreibers erfolgen.

Wenn die Advokat-Anwälte die von ihnen hinterlegten Anträge oder stellen sie vor Gericht neue Anträge, so haben sie dem gegnerischen Anwalt dieselben im Laufe des Tages zuzustellen und auf der Gerichtskanzlei eine unterzeichnete Abschrift derselben, welche die ausdrückliche Angabe des Tages der Zustellung an den Anwalt enthält, zu hinterlegen; im entgegengesetzten Falle werden die Anträge als ungeschehen betrachtet und wird auf Grund des Aktenmaterials entschieden.

Art. 13. Toutes les assignations, sommations d'audience et avenirs seront donnés à l'heure fixée pour l'ouverture de l'audience.

Art. 14. Toutes conclusions, sommations d'audience et avenirs doivent être signifiés à avoué trois jours au moins avant celui fixé pour plaider, pour poser qualités ou pour ouïr statuer.

Art. 15. A l'ouverture de l'audience, l'huisier audiencier sera successivement l'appel des causes, dans l'ordre de leur placement au rôle général.

Sur cet appel et à la même audience ou à l'audience suivante, seront donnés les défauts-jonctions, défauts-congés ou défauts au fond.

Art. 16. En cas de non-comparution dès deux avocats-avoués à cet appel, la cause sera rayée du rôle et l'avocat-avoué qui aura introduit la cause, sera responsable envers sa partie de tous dommages-intérêts, s'il y a lieu.

Si un seul des avocats-avoués se présente, il sera tenu de requérir jugement ; s'il refuse de prendre jugement, la cause sera retirée du rôle. Cependant la cour pourra accorder toutes remises de cause dûment justifiées.

Une cause retirée du rôle pour les motifs ci-dessus énoncés ne pourra y être rétablie que sur le vu de l'expédition de l'arrêt de radiation.

Si les deux avocats-avoués sont présents, ils seront tenus de poser qualités et de prendre des conclusions ; il leur sera indiqué un jour pour plaider.

S'il y a des obstacles à ce que les avocats-avoués, ou l'un d'eux, se trouvent à l'audience indiquée, ils devront sur le champ en faire l'observation ; et, si elle est trouvée fondée, il sera indiqué un autre jour.

Art. 17. Le plomitif du greffier fera mention de tous les faits de l'audience.

Art. 13. Alle Vorladungen und Antragsstellungen erfolgen zu der für die Eröffnung der Sitzung festgesetzten Stunde.

Art. 14. Alle Schriftsätze und Zustellungsakten müssen wenigstens drei Tage vor dem zur mündlichen Verhandlung, Einbringung, oder Urteilsfällung anberaumten Tage dem Gegenanwalt zugestellt werden.

Art. 15. Bei Eröffnung der Sitzung ruft der dazu bezeichnete Gerichtsvollzieher die Prozesse einen nach dem andern in der in der allgemeinen Rolle aufgestellten Reihenfolge auf.

Nach geschehenem Aufruf und in derselben oder in der folgenden Sitzung werden die Contumaz-Verbindungs-, Contumaz-Streichungs- und eigentlichen Contumaz-Urtheile erlassen.

Art. 16. Erscheinen beide Advokat-Anwälte beim Aufruf der Sache nicht, so wird der Prozeß von der Rolle gestrichen und der Advokat-Anwalt, der den Prozeß eingebracht hat, ist eintretenden Falles seiner Partei gegenüber zu Schadenerfass gehalten.

Erscheint nur einer der beiden Advokat-Anwälte, so muß er Urteil nehmen ; weigert er sich, dies zu thun, so wird der Prozeß von der Rolle zurückgezogen ; der Hof kann indeß jeden gehörig begründeten Aufschub gestatten.

Ein Prozeß, der aus den oben angegebenen Gründen von der Rolle zurückgezogen worden ist, kann nur mehr auf Vorliegen einer Aussertigung des Streichungsurtheils wieder in dieselbe eingetragen werden.

Sind die beiden Advokat-Anwälte zugegen, so müssen sie die Sache einleiten und ihre Anträge stellen ; der Tag der mündlichen Verhandlung wird anberaumt.

Sind die Advokat-Anwälte oder ist einer von ihnen verhindert, der festgesetzten Sitzung anzuhören, so haben sie unverzüglich Mittheilung davon zu machen ; wird der Verhinderungsfall als begründet erachtet, so wird ein anderer Tag angesezt.

Art. 17. Das Protokoll des Gerichtsschreibers erwähnt alle Vorfälle der Sitzung.

Art. 18. Le greffier portera sur la feuille d'audience du jour les minutes de chaque sentence aussitôt qu'elle sera rendue ; il fera mention en marge des noms des juges et de l'officier du ministère public qui y auront assisté.

Celui qui aura présidé, vérifiera dans les vingt-quatre heures la feuille d'audience , et signera, ainsi que le greffier, chaque minute de jugement et les mentions faites en marge, conformément à l'art. 138 du code de procédure civile et aux art. 196 et 370 du code d'instruction criminelle.

Art. 19. Le greffier annotera , à la colonne d'observations du rôle déposé, par leur date et leur nature, tous les arrêts rendus dans chaque cause, y compris ceux de remise et de radiation.

Art. 20. Les causes jugées définitivement ou retirées du rôle y seront bâtonnées.

Celles dans lesquelles il aura été rendu un arrêt par défaut, attaquable par la voie d'opposition , y seront maintenues provisoirement. Toutefois, lorsqu'il se sera écoulé plus de sept mois sans qu'il ait été fait mention d'une opposition sur le registre tenu au greffe, conformément à l'art. 163 du code de procédure civile, la cause sera définitivement rayée du rôle.

Art. 21. Il sera fait par les soins du président dans la première quinzaine de mars et au commencement d'août de chaque année , un appel général de toutes les causes. Celles terminées par transaction ou autrement , ou dont la cour se trouverait définitivement dessaisie, et celles dans lesquelles les avoués ne se présenteront pas, ou refuseront, sans motif valable, fixation de jour pour plaider, seront retirées du rôle et bâtonnées.

Art. 22. Les abréviations de délais sont accordées par le président de la chambre à laquelle l'affaire appartient.

Art. 18. Der Gerichtsschreiber trägt in das Audienzprotokoll des Tages das Concept jedes Urteils ein, gleich nachdem es ergangen ist, und vermerkt am Rande die Namen der Richter und des staatsanwaltlichen Beamten, welche der Sitzung beigewohnt haben.

Der Vorsitzende hat innerhalb vierundzwanzig Stunden das Audienzprotokoll zu prüfen und mit dem Gerichtsschreiber das Concept eines jeden Urteils und die Randvermerke zu unterzeichnen, gemäß Art. 138 der Civilprozeßordnung und Art. 196 und 370 der Criminalprozeßordnung.

Art. 19. Der Gerichtsschreiber verzeichnet in der Spalte für Bemerkungen der hinterlegten Rolle, mit Angabe des Tages und der Art, alle in jedem Prozeß erlassenen Urteile mit Einschluß derjenigen, für welche Vertragung anberaumt oder Streichung von der Rolle angeordnet worden ist.

Art. 20. Die endgültig entschiedenen oder von der Rolle zurückgezogenen Prozeße werden auf derselben gestrichen.

Diejenigen, in welchen ein Contumazerkenntnis gefällt worden, welches durch Opposition angreifbar ist, werden provisorisch auf der Rolle beibehalten. Sind jedoch über sieben Monate verflossen, ohne daß in dem gemäß Art. 163 der Civilprozeßordnung auf der Gerichtskanzlei geführten Register von einer Opposition Meldung geschehen, wird der Prozeß endgültig von der Rolle gestrichen.

Art. 21. Innerhalb der ersten fünfzehn Tage des Monats März und zu Anfang August jedes Jahres geschieht auf Betreiben des Präsidenten ein allgemeiner Aufruf aller Prozeße. Diejenigen, welche durch Vergleich oder auf anderem Wege beendigt oder dem Hofe definitiv entzogen worden, sowie diejenigen, in welchen die Anwälte nicht erschienen sind oder in welchen sie sich ohne geltenden Grund der Anberaumung der mündlichen Verhandlung widersegen, werden von der Rolle zurückgezogen und gestrichen.

Art. 22. Die Ablösungen der Fristen bewilligt der Präsident der Kammer, vor welche der Prozeß gehört.

Art. 23. Sauf les cas d'urgence, toutes les requêtes adressées à la cour, au président ou à un conseiller commis, seront présentées par la voie du greffe.

Art. 24. Dans le prononcé des arrêts et ordonnances, les présidents ne désigneront les parties que par leurs noms, prénoms, états et professions ; ils pourront seulement y ajouter les titres et qualifications nobiliaires et les grades que Nous leur aurons conférés ou reconnus ; ou bien, si elles sont étrangères au Grand-Duché, ceux qui leur appartiennent dans le pays de leur nationalité.

Cette disposition est commune au ministère public portant la parole en Notre nom.

CHAPITRE III. — Des plaidoiries.

Art. 25. Les avocats qui auront prêté devant la cour le serment professionnel, sont seuls admis à plaider devant la cour.

Toutefois, le président peut, par exception, autoriser un avocat étranger à plaider devant la cour, lorsque des motifs graves ou l'intérêt du client paraissent justifier cette exception, le tout sans préjudice des dispositions des art. 85 et 86 du code de procédure civile et de l'art. 102 de la loi organique du 18 février 1885.

Art. 26. Les avocats et avocats-avoués portent la chausse ; ils ont le droit de parler couverts. Ils plaideront debout et ils se découvriront quand ils prendront des conclusions ou tireront les pièces du procès ; il leur est interdit d'avoir, pendant la tenue de l'audience, sans la permission du président, aucune communication avec les magistrats du siège, ou de s'introduire dans l'enceinte réservée devant la cour.

Art. 27. Lorsque l'avocat-avoué ou l'avocat chargé de l'affaire et saisi des pièces ne pourra, pour cause de maladie ou autre cause grave, se présenter le jour où elle doit être plaidée,

Art. 23. Außer in Dringlichkeitsfällen werden alle an den Hof, an den Präsidenten oder einen beauftragten Rath gerichteten Ansuchen im Wege der Gerichtskanzlei eingebracht.

Art. 24. Bei Verlesung der Erkenntnisse und Ordonnanz bezeichnen die Präsidenten die Parteien nur mit Namen, Vornamen, Stand und Gewerbe ; sie dürfen nur die Adelsstitel und Adelbezeichnungen, sowie die Grade, welche Wir denselben verliehen oder zuerkannt haben, hinzufügen, oder, wenn die Betreffenden Ausländer sind, nur diejenigen, welche denselben in ihrem eigenen Lande zulommen.

Diese Bestimmung findet auch Anwendung auf die staatsanwaltlichen Beamten, welche in Unserm Namen das Wort führen.

Kapitel III. — Mündliche Verhandlung.

Art. 25. Nur diejenigen Advokaten, welche vor dem Hof den Amtseid abgelegt haben, werden zur mündlichen Verhandlung beim Hof zugelassen.

Der Präsident kann indeß ausnahmsweise einem ausländischen Advokaten gestatten, vor dem Hofe das Wort zu führen, wenn gewichtige Gründe oder das Interesse des Klienten diese Ausnahme zu rechtfertigen scheinen, dieses alles jedoch unbeschadet der Bestimmungen der Art. 85 und 86 der Civilprozeßordnung und des Art. 102 des Grundgesetzes vom 18. Februar 1885.

Art. 26. Die Advokaten und Advokat-Anwälte tragen den Schulterstreifen ; sie sind berechtigt, bedekten Haupte zu reden. Sie führen das Wort stehend und entblößen das Haupt, wenn sie Anträge stellen oder Prozeßakten verlesen ; es ist ihnen untersagt, während der Sitzung ohne Erlaubniß des Präsidenten mit den Magistraten in Verbindung zu treten oder in den vor dem Hof reservirten Raum sich einzudrängen.

Art. 27. Ist der mit dem Prozeß betraute und im Besitz der Schriftstücke befindliche Advokat-Anwalt oder Advokat durch Krankheit oder andere ernste Gründe verhindert, an dem zur

il devra en instruire le président par écrit, avant l'audience.

En ce cas, la cause pourra être remise à une prochaine audience. La cour pourra, dans ce cas, ordonner que, pour cette nouvelle audience, l'avocat-avoué empêché devra se faire remplacer par un confrère pour plaider l'affaire.

Art. 28. De même la cause pourra être remise, lorsqu'au moment de l'appel de la cause l'avocat-avoué ou l'avocat sera engagé à l'audience d'une autre chambre judiciaire séant en même temps.

Art. 29. Hors ces deux cas, lorsque l'avocat-avoué ou l'avocat chargé de l'affaire et saisi des pièces ne se sera pas trouvé à l'appel de la cause, et que, par sa faute, elle aura été retirée du rôle, il pourra être condamné personnellement aux frais et aux dommages-intérêts envers sa partie, s'il y a lieu.

Art. 30. Lorsque les juges trouvent qu'une cause est suffisamment éclaircie, le président devra faire cesser les plaidoiries.

Art. 31. Les avocats s'abstiendront de tous discours inutiles et superflus et de toutes injures ou personnalités offensantes envers les parties ou leurs défenseurs. Ils n'avanceront aucun fait grave contre l'honneur et la réputation des parties, à moins que la nécessité de la cause ne l'exige et qu'ils n'en aient charge expresse et par écrit de leurs clients ou des avoués de leurs clients.

Art. 32. Immédiatement après les plaidoiries, les pièces du procès, formées en liasse, seront remises au greffier de service à la chambre ; elles seront cotées et accompagnées d'un inventaire.

mündlichen Verhandlung der Sache anberaumten Tage zu erscheinen, so muß er den Präsidenten vor der Sitzung schriftlich davon in Kenntnis setzen.

In diesem Falle kann der Prozeß auf eine spätere Sitzung vertagt werden, und der Hof verordnen, daß der neuerdings behinderte Advokat-Anwalt sich in dieser neu anberaumten Sitzung bei der Verhandlung des Prozesses durch einen Kollegen vertreten lasse.

Art. 28. Die Verhandlungen können ebenfalls vertagt werden, wenn beim Aufruf des Prozesses der Advokat-Anwalt oder Advokat vor einer anderen zu derselben Zeit sitzenden gerichtlichen Kammer in Anspruch genommen ist.

Art. 29. Wenn der mit dem Prozeß betraute und im Besitze der Schriftstücke befindliche Advokat-Anwalt oder Advokat, außer in obigen beiden Fällen, bei dem Aufruf des Prozesses nicht zugegen gewesen und derselbe, durch sein Verschulden, von der Rolle zurückgezogen worden ist, kann er eintretenden Falles seiner Partei gegenüber persönlich zu Kostenersatz und Entschädigung verurtheilt werden.

Art. 30. Erachten die Richter einen Prozeß für hinreichend aufgeklärt, so hat der Präsident die Verhandlungen als geschlossen zu erklären.

Art. 31. Die Advokaten haben sich aller müßigen und überflüssigen Erörterungen sowie aller Beleidigungen oder verleidenden Persönlichkeiten den Parteien oder ihren Vertheidigern gegenüber zu enthalten. Sie dürfen gegen die Ehre und den guten Ruf der Parteien schwere Thatsachen nicht vorbringen, außer wenn die Sache es unbedingt erheischt und sie seitens ihrer Klienten oder der Anwälte ihrer Klienten einen ausdrücklichen schriftlichen Auftrag dazu erhalten haben.

Art. 32. Unmittelbar nach Abschluß der mündlichen Verhandlungen werden die Schriftstücke des Prozesses, zu einem Bündel vereinigt, dem diensttuenden Gerichtsschreiber der Kammer übergeben ; sie werden numerirt und mit einem Inventarium versehen.

CHAPITRE IV. — De la communication au ministère public.

Art. 33. Dans toutes les causes où il y aura lieu de communiquer au ministère public, l'officier du ministère public qui siège habituellement à la chambre chargée du jugement des affaires civiles, réglera le mode et l'époque de cette communication. Il pourra exiger qu'elle se fasse au parquet, trois jours avant celui indiqué pour la plaidoirie, et ce sous peine de rejet de la taxe de l'article afférent à la communication au ministère public. Sinon, il pourra demander la communication des pièces de suite, après que les plaidoiries sont terminées.

Art. 34. L'officier du ministère public peut requérir la communication des pièces dans toute autre cause, en veillant à ce que cette communication ne retarde pas le jugement de l'affaire.

La cour peut aussi ordonner cette communication d'office.

Art. 35. Dans les procès dont l'instruction se fait par écrit, le juge rapporteur doit veiller à ce que la communication au ministère public soit faite en temps utile pour que le jugement ne soit pas retardé.

Art. 36. L'officier du ministère public, après avoir pris communication des pièces, les fera remettre, dans le plus bref délai, au rapporteur, quand il les aura prises de ses mains, sinon au greffe.

Art. 37. L'officier du ministère public qui voudra prendre des conclusions ou émettre son avis, prendra la parole sur le champ, ou à l'une des plus prochaines audiences qu'il aura indiquée d'avance.

Art. 38. Le ministère public une fois entendu, aucune des parties ne peut obtenir la parole après lui, mais elles pourront seulement remettre dans les vingt-quatre heures de simples notes, comme il est dit à l'art. 111 du code de procédure civile.

Kapitel IV. — Mittheilung an die Staatsanwaltschaft.

Art. 33. In allen Prozessen, bei welchen der Staatsanwalt die Mittheilung zu machen ist, regelt der staatsanwaltliche Beamte, welcher gewöhnlich in der Kammer für Civilsachen sitzt, den Modus und den Tag der Mittheilung. Er ist zu fordern berechtigt, daß sie drei Tage vor dem zur Verhandlung anberaumten Tage bei der Staatsanwaltshaft erfolge, und zwar bei Strafe der Verwerfung der Taxe des die Mittheilung an die Staatsanwaltshaft betreffenden Artikels. Wenn nicht, darf er gleich nach Abschluß der Verhandlungen Mittheilung der Schriftstücke verlangen.

Art. 34. Der staatsanwaltliche Beamte kann Mittheilung der Schriftstücke in jedem andern Prozeß verlangen, muß aber dafür Sorge tragen, daß die Entscheidung des Prozesses dadurch nicht verzögert werde.

Der Hof kann diese Mittheilung auch von Amtswegen verordnen.

Art. 35. In den Prozessen, bei welchen die Untersuchung schriftlich geschieht, muß der berichterstattende Richter Sorge dafür tragen, daß die Mittheilung an die Staatsanwaltshaft rechtzeitig geschehe, damit das Urtheil keine Verzögerung erleide.

Art. 36. Nach Kenntnahme der Schriftstücke stellt der staatsanwaltliche Beamte dieselben in kürzester Frist dem Berichterstatter zurück, wenn er sie aus dessen Händen empfangen hat, andernfalls der Gerichtskanzlei.

Art. 37. Wenn der staatsanwaltliche Beamte Anträge stellen oder seine Ansicht kundgeben will, ergreift er sogleich oder in einer von ihm voraus zu bestimmenden nächsten Sitzung das Wort.

Art. 38. Nach Anhörung der Staatsanwaltshaft kann keine der Parteien mehr zum Wort zugelassen werden; doch dürfen sie innerhalb vierundzwanzig Stunden, wie es in Art. 111 der Civilprozeßordnung vorgesehen ist, einfache Notizen einreichen.

CHAPITRE V. — Du greffe et du secrétariat du parquet général.

Art. 39. Le greffier conserve le registre des résolutions, dont le secret doit être gardé ; il veille en outre à la conservation de tous les actes et documents dont la garde lui est confiée par la loi.

Art. 40. Le secrétaire du parquet général est chargé de la garde et de la conservation de tous les actes et documents du parquet.

CHAPITRE VI. — Des huissiers audienciers.

Art. 41. La cour désigne pour le service intérieur un ou plusieurs huissiers qu'elle juge dignes de sa confiance.

Les huissiers audienciers font à tour de rôle le service intérieur près la cour, aussi bien aux assemblées générales qu'aux audiences, aux enquêtes et autres opérations de justice.

Art. 42. L'huissier qui sera de service doit se rendre au lieu des séances un quart d'heure avant l'heure fixée pour l'ouverture de l'audience. Il maintient, sous les ordres du président, la police de l'audience ; il occupe en dessous du bureau de la cour le siège qui lui est destiné.

Il ne se livre à aucun travail étranger au service de l'audience et doit être attentif à faire observer dans l'auditoire le silence et le respect dus à la justice.

Il empêche l'introduction, dans l'enceinte réservée, des personnes qui ne peuvent y être admises et se conforme rigoureusement à tout ce qui lui est prescrit par le président.

Art. 43. Le président désignera celui des huissiers qui accompagnera la cour, lorsqu'elle sortira en corps ou en députation.

Kapitel V. — Gerichtslanzei und Sekretariat der General-Staatsanwaltschaft.

Art. 39. Der Gerichtsschreiber bewahrt das Berathungsregister auf und hat den Inhalt desselben als Amtsgeheimnis zu behandeln ; es liegt ihm ferner die Bewahrung aller durch das Gesetz seiner Hüt anvertrauten Akten und Schriftstücke ob.

Art. 40. Der Sekretär der General-Staatsanwaltschaft ist mit der Hüt und Aufbewahrung aller Akten und Schriftstücke der Staatsanwaltschaft betraut.

Kapitel VI. — Gerichtsvollzieher.

Art. 41. Der Hof bezeichnet für den innern Dienst einen oder mehrere Gerichtsvollzieher, welche er seines Vertrauens würdig erachtet.

Die bezeichneten Gerichtsvollzieher versehen abwechselnd den innern Dienst bei dem Hof, sowohl bei den Generalversammlungen, als auch bei den Gerichtssitzungen, Zeugenverhören und andern Gerichtsverhandlungen.

Art. 42. Der diensthürende Gerichtsvollzieher hat sich eine Viertelstunde vor der für die Eröffnung der Sitzung festgesetzten Stunde im Sitzungsraum einzufinden. Er hat, unter dem Befehl des Präsidenten, in der Sitzung die Polizei zu handhaben ; er nimmt unterhalb des Tisches, an welchem der Hof sitzt, den ihm angewiesenen Platz ein.

Er darf sich mit keiner der Sitzung fremden Arbeit beschäftigen und hat darüber zu wachen, daß unter den Zuhörern Ruhe und die der Rechtigkeit gebührende Achtung obwalte.

Er hat den Personen, welchen der vorbehaltene Raum nicht zugänglich ist, den Zutritt zu demselben zu verwehren und allen Anordnungen des Präsidenten genau Folge zu leisten.

Art. 43. Der Präsident bezeichnet den Gerichtsvollzieher, welcher den Hof begleitet, wenn derselbe in corpore oder in Deputation ausgeht.

Règlement d'ordre intérieur du tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

CHAPITRE I^e. — De l'ordre de service de l'audience et de la chambre du conseil.

Art. 1^e. Le tribunal de Luxembourg est divisé en deux chambres, dont l'une connaîtra des affaires civiles, y compris les poursuites sur saisie immobilière, les contestations en matière fiscale et électorale, les demandes en admission au bénéfice du Pro Deo, ainsi que les affaires disciplinaires; la seconde chambre connaîtra des affaires commerciales, correctionnelles, de l'appel des jugements de police et des délits forestiers poursuivis à la requête de l'administration forestière, ainsi que des affaires directes.

Art. 2. Chacune de ces chambres pourvoira d'abord à l'expédition des affaires qui lui sont spécialement attribuées. Dans le cas où, par suite de leurs attributions respectives, l'une des chambres serait surchargée et l'autre non suffisamment occupée, le président du tribunal pourra déléguer à celle-ci, d'office ou sur la réquisition du procureur d'Etat, partie des affaires attribuées à l'autre chambre.

Art. 3. Le tribunal, en assemblée générale, peut, si les besoins du service l'exigent, fixer des audiences extraordinaires en dehors des audiences ordinaires fixées par arrêté ministériel en conformité de l'art. 141 de la loi du 18 février 1885.

Art. 4. Lorsque le besoin momentané du service l'exige, le tribunal, soit d'office, soit sur l'injonction de la cour supérieure de justice, constitue une chambre temporaire avec l'assistance des juges suppléants qu'il désigne.

Art. 5. Le président préside la chambre civile, sans préjudice du droit de présider l'autre chambre, quand il le juge convenable, conformément à l'art. 126 de la loi précitée.

Le vice-président préside la chambre chargée des autres affaires; il peut être remplacé par un

Règlement, die innere Ordnung an dem Bezirksgericht zu Luxembourg betreffend.

Kapitel I. — Dienstordnung in den Sitzungen und der Kammern.

Art. 1. Das Bezirksgericht zu Luxembourg ist in zwei Kammern getheilt, deren eine in Civilsachen, mit Einschluß der Verfahren auf Immobiliar-Beschlagnahme, der Fiskal- und Wahl-Streitsachen, sowie der Gesuche behufs Zulassung zum Armenrecht, und der Disciplinarverfahren entscheidet; die zweite Kammer spricht Recht in Handels- und Zuchtpolizeisachen, bei Berufungen gegen Urtheile in Polizeisachen und Vorstlagen, welche auf Betreiben der Forstverwaltung geführt werden, sowie in den von den Parteien direkt angestrebten Zuchtpolizeisachen.

Art. 2. Eine jede dieser Kammern hat vorerst für die Abfertigung der ihr besonders zugewiesenen Sachen zu sorgen. Falls eine dieser Kammern in Folge des ihr zuständigen Geschäftskreises mit Arbeit überladen, und die andere nicht ausreichend beschäftigt wäre, kann der Präsident des Gerichts von Amts wegen oder auf Ansuchen des Staatsanwalts letzterer einen Theil der bei der andern Kammer anhängigen Geschäfte zuweisen.

Art. 3. Außer den gemäß Art. 141 des Gesetzes vom 18. Februar 1885 durch Ministerialbeschuß festzusehenden ordentlichen Sitzungen kann das Gericht in einer Generalversammlung, je nach den Dienstbedürfnissen, auch außerordentliche Sitzungen anberaumen.

Art. 4. Wenn die Bedürfnisse des Dienstes es momentan erheischen, setzt das Gericht, entweder von Amts wegen oder auf Ansuchen des Obergerichtshofes eine zeitweilige Kammer ein, zu welcher es stellvertretende Richter bezeichnet.

Art. 5. Der Präsident führt den Vorsitz in der Kammer für Civilsachen, unbefriedet der Befugnis, die andere Kammer zu präsidieren, so er dies gemäß Art. 126 vorbenannten Gesetzes für angezeigt erachtet.

Der Vicepräsident führt den Vorsitz in der mit den anderen Sachen betrauten Kammer;

des juges aux audiences correctionnelles, si les besoins du service l'exigent.

Art. 6. Le service pour la chambre des vaccinations est réglé conformément à l'art. 150 de la même loi.

Art. 7. Les réunions en chambre du conseil pour délibérer dans les causes plaidées ont lieu aux jours et heures à fixer par le président qui a siégé dans ces causes.

Art. 8. Au commencement de chaque trimestre, le procureur d'Etat fera connaître en assemblée générale les résultats des appels et des pourvois en cassation intervenus dans les affaires correctionnelles sur lesquelles le tribunal aura antérieurement porté une décision.

Art. 9. Les membres du tribunal appelés à siéger, doivent se trouver réunis en chambre du conseil, de manière que l'audience commence toujours à l'heure réglementaire.

Art. 10. Les parties civiles qui auront fait citer directement les prévenus et les personnes civilement responsables, seront tenues de communiquer au procureur d'Etat leur citation et les pièces dont elles font usage, vingt-quatre heures au plus tard avant l'appel de la cause.

Art. 11. Les avocats sont invités à prendre pour autant que possible connaissance au parquet des dossiers correctionnels concernant les prévenus qu'ils doivent défendre. Toute communication de ces dossiers est interdite pendant l'audience, sauf dispense, pour motifs graves et légitimes, à accorder par l'officier du ministère public.

Art. 12. Le greffier marquera au plumeau l'heure précise à laquelle l'audience aura été ouverte et levée.

er kann in den Zuchtpolizeisitzungen, je nach den Dienstbedürfnissen, von einem der Richter vertreten werden.

Art. 6. Der Dienst der Ferienkammer ist gemäß Art. 150 desselben Gesetzes geregelt.

Art. 7. Die Versammlungen der Rathsakammer behufs Berathung der verhandelten Prozesse finden statt an den vom Präsidenten, der bei diesen Prozessen den Vorzug geführt, zu bestimmenden Tagen und Stunden.

Art. 8. Zu Anfang jedes Vierteljahrestheilt der Staatsanwalt in einer Generalversammlung die Ergebnisse der in Zuchtpolizeisachen, in welchen das Gericht vorher ein Urtheil gefällt, erhobenen Berufungen und Kassationsgesuche mit.

Art. 9. Die zu den Sitzungen berufenen Mitglieder des Gerichts haben sich in der Rathsakammer rechtzeitig einzufinden, so daß die Sitzung zur festgesetzten Stunde beginnen kann.

Art. 10. Die Civilparteien, welche die Angeklagten, sowie die civiliter verantwortlichen Personen direkt haben vorladen lassen, sind gehalten, dem Staatsanwalt ihre Vorladung sowie die Schriftstücke, von denen sie Gebrauch machen wollen, spätestens vierundzwanzig Stunden vor Aufruf der Sache mitzutheilen.

Art. 11. Die Advokaten werden ersucht, bei der Staatsanwaltschaft von dem ihre Klienten betreffenden Aktenmaterial in Zuchtpolizeisachen soweit als thunlich Kenntniß zu nehmen. Jede Mittheilung während der Sitzung ist untersagt, außer in Dispensationsfällen, in welchen von dem Beamten der Staatsanwaltschaft aus gewichtigen und billigen Gründen diese Mittheilung zu gestatten ist.

Art. 12. Der Gerichtsschreiber verzeichnet im Protokoll genau die Stunde, zu welcher die Sitzung eröffnet und geschlossen worden ist.

CHAPITRE II. — De l'inscription et de l'instruction des causes.

Art. 13. Il sera tenu au greffe deux registres ou rôles généraux, côtés et paraphés par le président, sur lesquels seront inscrites, dans l'un, toutes les affaires civiles, dans l'autre toutes les affaires commerciales dans l'ordre de leur présentation.

En matière civile les parties ou leurs représentants sont tenus de faire faire cette inscription la veille au plus tard du jour où l'on se présentera à l'audience.

Cette inscription sera faite sur le dépôt d'un rôle, portant les noms, professions, domiciles et qualités des parties, les noms des avocats-avoués, l'objet, la cause et la nature de la contestation et une colonne d'observations.

Le greffier y portera le numéro et la date de l'inscription au rôle général.

Ce rôle doit être accompagné :

a) en matière civile, d'une copie libre des conclusions de la partie qui demande l'inscription, et

b) en matière commerciale, de l'original ou d'une copie libre de l'exploit d'ajournement.

Les affaires sur requête seront portées sur un registre particulier ; elles ne seront inscrites au rôle général que lorsqu'elles donneront lieu à des contestations à décider à l'audience.

Les ordres seront également portés sur un registre séparé. Ils ne figurent au rôle général qu'en cas de contredits.

Il sera fait mention en marge du registre particulier et du rôle général du transport de l'un à l'autre.

Le registre d'ordre indiquera :

1^e la date de la requête à fin de nomination de juge ;

2^e la date des ordonnances du président ;

3^e le nom du juge commis et, le cas échéant, celui du juge qui le remplace ;

Rapitel II. — Eintragung und Prozeßgang.

Art. 13. — Auf der Gerichtskanzlei werden zwei Register oder allgemeine Rollen geführt, welche der Präsident numerirt und paraphirt ; in das eine werden alle Civil-, in das andere alle Handelsprozesse in der Reihenfolge eingetragen, in welcher sie vorgebracht worden sind.

In Civilsachen haben die Parteien oder ihre Vertreter dafür zu sorgen, daß die Eintragung spätestens am Vorabend des Sitzungstages geschehe.

Die Eintragung erfolgt auf Grund der Hinterlegung einer Rolle, welche Namen, Stand, Wohnort und Eigenschaften der Parteien, Namen der Advokat-Anwälte, Gegenstand, Grund und Art des Prozeßobjektes angibt, sowie eine Kolonne für Bemerkungen enthält.

Der Gerichtsschreiber verzeichnet in derselben Nummer und Tag der Eintragung in die allgemeine Rolle.

Diese Rolle muß begleitet sein :

a) in Civilsachen, von einer stempelfreien Abschrift der Anträge der die Eintragung nachsuchenden Partei, und

b) in Handelsachen, von der Urkunft oder einer stempelfreien Abschrift der Vorladung.

Die auf Gesuch angestrengten Prozeßsachen werden in ein eigenes Register eingetragen ; sie werden in die allgemeine Rolle nur dann eingetragen, wenn sie Streitigkeiten veranlassen, über welche in der Sitzung zu entscheiden ist.

Die Collocationen werden ebenfalls in ein besonderes Register eingetragen, in die allgemeine Rolle nur im Falle von Widerspruch.

Am Rande des besonderen Registers und der allgemeinen Rolle wird die Übertragung von dem einen in die andere erwähnt.

Das Collocations Register enthält Vermerk :

1^e des Tages des Besuches, zum Zwecke der Bezeichnung eines Richters ;

2^e des Tages der Ordonnanz des Präsidenten ;

3^e des Namens des beauftragten Richters und eintretenden Falles desjenigen des stellvertretenden Richters.

4° les noms du requérant, de son avoué, des vendeurs ou des parties saisies et des acquéreurs.

Art. 14. L'inscription au rôle général fixe le rang d'après lequel les causes présentées doivent être plaidées et jugées.

Art. 15. Les causes introduites par assignation à bref délai, celles pour déclinatoires, exécutions et règlements de procédure qui ne tiennent pas au fond, celles à fins de provisions alimentaires, ou toutes autres de pareille urgence, seront appelées sur simples conclusions et avoir, pour être plaidées et jugées sans remise et sans tour de rôle.

Si, par circonstances spéciales, les juges croient devoir accorder remise, elle sera ordonnée contradictoirement à jour fixe.

Aux appels des causes, celles ci-dessus énumérées sont retenues pour être jugées avant toutes autres.

Celles de ces causes qui, par le fait des parties, n'ont pas pu être jugées dans le délai de deux mois, perdent leur caractère d'urgence et doivent suivre leur tour du rôle général.

Art. 16. Lorsqu'il a été formé opposition à une sentence par défaut, la cause reprendra le rang qu'elle occupait au rôle.

Elle conservera ce rang après réassignation, sur défaut-jonction prononcé dans le cas de l'art. 153 du code de procédure civile.

Art. 17. Les causes dans lesquelles il aura été prononcé une décision interlocutoire, préparatoire ou d'instruction, seront, après l'instruction faite, jugées dans l'ordre où elles avaient d'abord été placées.

Art. 18. Dans toutes les causes civiles, les avocats-avoués déposeront au greffe, trois jours

4 der Namen des Ansuchers, seines Anwaltes, der Verkäufer oder der beschlagnahmten Parteien und der Ankäufer.

Art. 14. Durch die Eintragung in die allgemeine Rolle wird die Reihenfolge bestimmt, in welcher die eingebrachten Prozesse verhandelt und abgeurtheilt werden sollen.

Art. 15 Die durch Vorladung auf kurze Frist angestrebten Prozesse, die Einrebed- und Vollstreckungsklagen, die lediglich auf Regulierung der Prozeßordnung fuhrenden Klagen, sowie die Klagen auf eine Unterhaltssumme oder ähnliche dringende Klagen werden auf bloße Schriftsäige und Zustellung von Anwalt zu Anwalt behufs Verhandlung und Entscheid ohne Vertagung und ohne Beobachtung der Reihenfolge verhandelt und abgeurtheilt.

Glauben die Richter aus besondern Gründen Aufschub gestatten zu müssen, so wird derselbe nach Anhörung der Parteien auf einen bestimmten Tag angeordnet.

Bei dem Aufruf der Prozesse werden die oben bezeichneten vorbehalten, um vor allen anderen entschieden zu werden.

Diejenigen dieser Prozesse, welche durch Verschulden der Parteien innerhalb zwei Monate nicht zur Aburtheilung gelangt sind, verlieren den Charakter der Dringlichkeit und halten die Reihenfolge in der allgemeinen Rolle.

Art. 16. Wenn gegen ein Contumazurtheil Opposition erhoben worden ist, nimmt der Prozeß den Rang, den er in der Rolle gehabt, wieder ein.

Er behält diesen Rang bei Vorladung kraft eines Contumazial-Verbindungsurtheils im Falle des Art. 153 der Civilprozeßordnung.

Art. 17. Die Prozesse, in welchen ein Interlocut oder ein präparatorisches Urtheil getroffen worden ist, werden, nach erfolgter Untersuchung, in der Reihenfolge, in welcher sie anfangs aufgestellt worden, abgeurtheilt.

Art. 18. In allen Civilsachen haben die Advokat-Anwälte spätestens drei Tage vor der für

au moins avant l'audience fixée pour les plaidoiries, leurs conclusions motivées, signées d'eux et portant la date de la signification à avoué, le numéro du rôle et les qualités des parties.

En cas de réquisition d'un jugement par défaut, ce dépôt peut être fait à l'audience même entre les mains du greffier.

Lorsque les avocats-avoués modifieront les conclusions par eux déposées ou qu'ils prendront à la barre des conclusions nouvelles, ils seront tenus, dans la journée, de les signifier à l'avoué adverse et d'en déposer au greffe une copie signée et portant mention expresse de la date de la signification à avoué ; dans le cas contraire, ces conclusions seront considérées comme non avouées, et il sera jugé sur les pièces du dossier.

Art. 19. Toutes les assignations, sommations d'audience et avenir seront donnés à l'heure fixée pour l'ouverture de l'audience, sauf en matière correctionnelle, où le ministère public peut fixer les heures de comparution aux heures qu'il jugera convenir.

Art. 20. Toutes conclusions, sommations d'audience et avenirs devront être signifiés à avoué trois jours au moins avant celui fixé pour plaider, pour poser qualités ou pour ouïr statuer.

Art. 21. A l'ouverture de la première audience civile de la semaine, l'huissier audiencier, après l'appel des causes fixées à cette audience dans l'ordre de leur placement au rôle général, fera successivement, dans le même ordre, l'appel des causes nouvellement fixées aux deux audiences suivantes. Le rôle particulier des affaires retenues pour chacune de ces deux audiences sera transcrit immédiatement après l'audience au calepin d'audience à déposer dans l'enceinte du greffe réservée au public.

Si après la fixation il survient des obstacles

die mündliche Verhandlung festgesetzten Sitzung auf der Gerichtskanzlei ihre motivirten und unterzeichneten Anträge nebst Angabe des Datums der Zustellung an den Anwalt, der Nummer der Nolle und der Eigenschaft der Parteien zu hinterlegen.

Im Falle eines Contumazurtheils kann die Hinterlegung in der Sitzung selbst zu Händen des Gerichtsschreibers erfolgen.

Andern die Advokat-Anwälte die von ihnen hinterlegten Anträge oder stellen sie vor Gericht neue Anträge, so haben sie dem gegnerischen Anwalte dieselben im Laufe des Tages zuzustellen und auf der Gerichtskanzlei eine unterzeichnete Abschrift derselben, welche die ausdrückliche Angabe des Tages der Zustellung an den Anwalt enthält, zu hinterlegen ; im entgegengesetzten Falle sind die Anträge als ungeschehen zu betrachten und wird auf Grund des Aktenmaterials entschieden.

Art. 19. Alle Vorladungen und Aktenzustellungen erfolgen zu der für die Eröffnung der Sitzung festgesetzten Stunde, außer in Bußtvolleisachen, in welchen die Staatsanwaltschaft die Stunde, wo die Parteien erscheinen sollen, nach eigenem Ermessen bestimmt.

Art. 20. Alle Schriftsätze und Zustellungsakten müssen wenigstens drei Tage vor dem zur mündlichen Verhandlung, Antragstellung oder Urteilsfällung anberaumten Tage dem Gegenanwalt zugestellt werden.

Art. 21. Bei Eröffnung der ersten Civilsitzung der Woche ruft der dazu bezeichnete Gerichtsvollzieher, nach geschehem Aufruf der für diese Sitzung festgesetzten Prozesse in der Reihenfolge ihrer Aufstellung in der allgemeinen Nolle, die für die beiden folgenden Sitzungen neuerdings festgesetzten Prozesse einen nach dem andern in derselben Reihenfolge auf. Die besondere Nolle der für eine jede dieser beiden Sitzungen zurückbehaltenen Sachen wird nach der Sitzung unverzüglich in das hierzu bestimmte und in dem für das Publikum reservirten Raum der Kanzlei aufliegende Buch eingetragen.

Treten nach der Feststellung Hindernisse ein,

à ce que l'une ou plusieurs de ces causes soient plaidées, les avocats-avoués devront de suite présenter leurs motifs d'excuse au président du tribunal; aucune remise ne pourra être accordée au jour fixé, si ce n'est pour cause légitime survenue depuis le jour de la transcription du rôle particulier au calepin d'audience.

En matière commerciale, les affaires qui ne sont pas dans le cas d'être jugées immédiatement, seront reportées sur le rôle général commercial, sans préjudice du droit de les reproduire sans frais pour requérir jugement à telle audience qu'il plaira aux parties après un préavis de trois jours francs par lettre chargée au fondé de pouvoirs de la partie adverse, ou, s'il n'y en a pas, à la partie même. Les frais d'avertissement seront liquidés à titre de déboursés.

Art. 22. En cas de non-comparution des deux avocats-avoués à l'appel de la cause, celle-ci sera retirée du rôle, et l'avocat-avoué qui aura introduit la cause, sera responsable envers sa partie de tous dommages-intérêts, s'il y a lieu.

Si un seul des avocats-avoués se présente, il sera tenu de requérir jugement; s'il refuse de prendre jugement, la cause sera retirée du rôle, sans que le tribunal puisse accorder aucune remise, si ce n'est pour cause légitime, auquel cas il sera indiqué un autre jour.

Une cause retirée du rôle pour les motifs ci-dessus énoncés ne pourra y être rétablie que sur le vu de l'expédition du jugement de radiation.

Si les deux avocats-avoués sont présents, ils seront tenus de poser qualités et de prendre des conclusions; il leur sera indiqué un jour pour plaider.

S'il y a des obstacles à ce que les avocats-avoués, ou l'un d'eux, se trouvent à l'audience

so daß der eine oder der andere der Prozeß nicht zur Verhandlung kommen kann, so müssen die Advokat-Anwälte ihre Entschuldigungsgründe unverzüglich dem Präsidenten vorbringen; ein Aufschub kann an dem festgesetzten Tage nur in Folge eines billigen seit dem Tage der Übertragung der besondern Rolle in das hierzu bestimmte Buch eingetretenen Grundes gestattet werden.

In Handelsachen werden die Angelegenheiten, welche nicht unverzüglich entschieden werden können, wieder in die allgemeine Handelsrolle eingetragen, unbeschadet des Rechtes, sie kostenfrei wieder vorzubringen, behufs Nachsuchung eines Urtheils in einer nach Wunsch der Parteien anberaumenden Sitzung, nachdem der Bevollmächtigte der Gegenpartei, oder in Ermangelung desselben die Partei selbst drei volle Tage vorher vermittels Einschreibebriefes davon in Kenntniß gesetzt worden. Die Mahnzettelfosten werden als ausgelegte Gelder berechnet.

Art. 22. Erscheinen beide Advokat-Anwälte beim Aufruf der Sache nicht, so wird der Prozeß von der Rolle gestrichen und der Advokat-Anwalt, der den Prozeß eingebracht hat, ist eintretenden Falles seiner Partei gegenüber zu Schadenersatz gehalten.

Erscheint nur einer der beiden Advokat-Anwälte, so muß er Urtheil nehmen; weigert er sich, dies zu thun, so wird der Prozeß von der Rolle zurückgezogen, ohne daß das Gericht Aufschub gestattet kann, außer für einen billigen Grund, in welchem Falle ein anderer Tag anberaumt wird.

Ein Prozeß, welcher aus den oben angegebenen Gründen von der Rolle zurückgezogen worden, kann nur mehr auf Vorliegen einer Ausfertigung des Streichungsurtheils wieder in dieselbe eingetragen werden.

Sind die beiden Advokat-Anwälte zugegen, so müssen sie ihre Anträge stellen; der Tag der mündlichen Verhandlung wird anberaumt.

Sind die Advokat-Anwälte oder ist einer von ihnen verhindert, der festgesetzten Sitzung anzu-

indiquée, ils devront sur le champ en faire l'observation ; si elle est trouvée fondée, il sera indiqué un autre jour.

Art. 23. Le plenum du greffier fera mention de tous les faits de l'audience.

Art. 24. Le greffier portera sur la feuille d'audience du jour les minutes de chaque sentence aussitôt qu'elle sera rendue ; il fera mention en marge des noms des juges et de l'officier du ministère public qui y auront assisté.

Celui qui aura présidé, vérifiera, dans les vingt-quatre heures, la feuille d'audience et signera, ainsi que le greffier, chaque minute de jugement et les mentions faites en marge.

Art. 25. Le greffier annotera, à la colonne d'observations du rôle déposé, par leur date et leur nature, tous les jugements rendus dans chaque cause, y compris ceux de remise et de radiation.

Art. 26. Les causes jugées définitivement ou retirées du rôle y seront bâtonnées.

Celles dans lesquelles il aura été rendu un jugement par défaut, attaivable par la voie d'opposition, y seront maintenues provisoirement. Toutefois, lorsqu'il se sera écoulé plus de sept mois sans qu'il ait été fait mention d'une opposition sur le registre tenu au greffe, conformément à l'art. 163 du code de procédure civile, la cause sera définitivement rayée du rôle.

Art. 27. Il sera fait, par les soins du président, dans la première quinzaine de mars et au commencement d'août de chaque année, un appel général de toutes les causes. Celles terminées par transaction ou autrement, ou dont le tribunal se trouverait définitivement dessaisi, et celles dans lesquelles les avoués ne se présentent pas ou refuseront, sans motif valable,

wohnen, so haben sie unverzüglich Mittheilung davon zu machen ; wird der Verhinderungsfall als begründet erachtet, so wird ein anderer Tag angesetzt.

Art. 23 Das Protokoll des Gerichtsschreibers erwähnt alle Vorfälle der Sitzung.

Art. 24. Der Gerichtsschreiber trägt in das Audienzprotokoll des Tages das Concept jedes Urtheils ein, gleich nachdem es ergangen ist, und vermerkt am Rande die Namen der Richter und des staatsanwaltlichen Beamten, welche der Sitzung beigewohnt haben.

Der Vorsitzende hat innerhalb vierundzwanzig Stunden das Audienzprotokoll zu prüfen und mit dem Gerichtsschreiber das Concept eines jeden Urtheils und die Randvermerke zu unterzeichnen.

Art. 25. Der Gerichtsschreiber verzeichnet in der Kolonne für Bemerkungen der hinterlegten Rolle, mit Angabe des Tages und der Art, alle in jedem Prozeß erlassenen Urtheile, mit Einschluß derjenigen, für welche Vertagung anberaumt oder Streichung von der Rolle angeordnet worden ist.

Art. 26. Die endgültig entschiedenen oder von der Rolle zurückgezogenen Prozeß werden auf derselben gestrichen.

Diejenigen, in welchen ein Contumazurtheil gefällt worden, welches im Wege der Opposition beanstandet werden kann, sind provisorisch auf der Rolle beizubehalten. Sind jedoch über sieben Monate verflossen, ohne daß in dem gemäß Art. 163 der Civilprozeßordnung auf der Gerichtskanzlei geführten Register von einer Opposition Meldung geschehen, wird der Prozeß endgültig von der Rolle gestrichen.

Art. 27. Innerhalb der ersten Hälfte des Monats März und zu Anfang August jedes Jahres geschieht auf Betreiben des Präsidenten ein allgemeiner Aufruf aller Prozeß. Diejenigen, welche durch Vergleich oder auf anderem Wege beendigt, oder dem Gerichte definitiv entzogen worden, sowie diejenigen, in welchen die Anwälte nicht erschienen sind oder in welchen sie

fixation du jour pour plaider, seront retirées du rôle et bâtonnées.

Art. 28. Les abréviations de délais sont accordées par le président de la chambre à laquelle ressortit l'affaire.

Art. 29. Sauf les cas d'urgence et hormis les demandes en divorce et en séparation de corps, toutes les requêtes, adressées au tribunal, au président ou à un juge commis, seront présentées par la voie du greffe.

Art. 30. Dans le prononcé des jugements et ordonnances, les présidents ne désigneront les parties que par leurs noms, prénoms, états et professions; ils pourront seulement y ajouter les titres et qualifications nobiliaires et les grades que Nous leur aurons conférés ou reconnus; on bien, si elles sont étrangères au Grand-Duché, ceux qui leur appartiennent dans les pays de leur nationalité.

Cette disposition est commune au ministère public portant la parole en Notre nom.

Art. 31. Le président du tribunal d'arrondissement tiendra l'audience des référés, à laquelle seront portés tous les référés, pour quelle cause que ce soit.

Art. 32. L'avant-veille, au plus tard, du jour fixé pour une descente sur les lieux, une enquête, un interrogatoire sur faits et articles ou tout autre devoir semblable, l'expédition du jugement qui l'aura ordonné ainsi que les pièces de la procédure, seront remises au juge-commissaire par l'avoué poursuivant.

Les requêtes à fin d'obtenir fixation du jour pour les enquêtes seront présentées par la voie du greffe aux juges-commissaires au moins trois jours avant l'expiration du délai fixé par l'art. 257 du code de procédure civile.

Art. 33. Aussitôt qu'ils seront connus par les jugements ou les ordonances des juges-

sich ohne geltenden Grund der Anberaumung der mündlichen Verhandlung widersehen, werden von der Rolle zurückgezogen und gestrichen.

Art. 28. Die Abkürzungen der Fristen bewilligt der Präsident der Kammer, vor welche der Prozeß gehört.

Art. 29. Außer in Dringlichkeitsfällen und bei Ehescheidungsklagen und Klagen auf Trennung von Tisch und Bett, werden alle an das Gericht, den Präsidenten oder den beauftragten Richter gerichteten Gesuche im Wege der Gerichtskanzlei eingebracht.

Art. 30. Bei Verlesung der Urtheile und Ordonnanzen bezeichnen die Präsidenten die Parteien nur mit Namen, Vornamen, Stand und Gewerbe; sie dürfen nur die Adelstitel und Adelsbezeichnungen, sowie die Grade, welche Wirdenselben verliehen oder zuerkannt haben, hinzufügen, oder, wenn die Betreffenden Ausländer sind, nur diejenigen, welche denselben in ihrem eigenen Lande zulommen.

Diese Bestimmung findet auch ihre Anwendung auf die staatsanwaltlichen Beamten, welche in Unserm Namen das Wort führen.

Art. 31. Der Präsident des Bezirksgerichts hält die Referatssitzungen, in welchen über jegliche Referate verhandelt wird.

Art. 32. Spätestens am zweiten Tage vor dem zu einer Ortsbesichtigung, einem Zeugenverhör, einer Vernehmung über Thatsachen und Artikel und ähnliche gerichtliche Handlungen bestimmten Tage, werden eine Ausfertigung des betreffenden Urheils, sowie die Schriftstücke des Verfahrens dem beauftragten Richter durch den belangenden Anwalt übergeben.

Die Gesuche behufs Feststellung des Tages für das Zeugenverhör werden im Wege der Kanzlei dem Richtercommisar spätestens drei Tage vor Ablauf der durch Art. 257 der Civilprozeßordnung bestimmten Frist zugestellt.

Art. 33. Die festgesetzten Tage werden, sobald sie durch die Urtheile oder Ordonnanzen der Rich-

commissaires, les jours fixés seront indiqués sur un tableau à ce spécialement destiné et constamment affiché dans l'enceinte du greffe réservée au public.

CHAPITRE III. — Des plaidoiries.

Art. 34. Les avocats qui auront prêté devant la Cour supérieure de justice le serment professionnel, sont seuls admis à plaider devant le tribunal.

Toutefois, le président peut, par exception, autoriser un avocat étranger à plaider devant le tribunal, lorsque des motifs graves ou l'intérêt du client paraissent justifier cette exception, le tout sans préjudice des dispositions des art. 85 et 86 du code de procédure civile et de l'art. 102 de la loi organique du 18 février 1885.

Art. 35. Les avocats et avocats-avoués portent la chausse ; ils ont le droit de parler couverts. Ils plaideront debout et se découvriront quand ils prendront des conclusions ou tireront les pièces du procès ; il leur est interdit d'avoir, pendant la tenue de l'audience, sans la permission du président, aucune communication avec les magistrats du siège, ou de s'introduire dans l'enceinte réservée devant le tribunal.

Art. 36. Lorsque l'avocat-avoué ou l'avocat chargé de l'affaire et saisi des pièces ne pourra, pour cause de maladie ou autre cause grave, se présenter le jour où elle doit être plaidée, il devra en instruire le président par écrit, avant l'audience.

En ce cas, la cause pourra être remise à une prochaine audience et le tribunal pourra ordonner que, pour cette nouvelle audience, l'avocat-avoué empêché devra se faire remplacer par un confrère pour plaider l'affaire.

Art. 37. De même la cause pourra être remise, lorsqu'au moment de l'appel de la cause

tercommisare belant geworben, auf einer eigens dazu bestimmten Tafel angegeben, welche beständig in dem für das Publikum vorbehalteten Raume der Kanzlei aushängt.

Kapitel III. — Mündliche Verhandlungen.

Art. 34. Nur diejenigen Advokaten, welche vor dem Obergerichtshof den Amtseid abgelegt haben, werden zur mündlichen Verhandlung beim Gerichte zugelassen.

Der Präsident kann indeß ausnahmsweise einem ausländischen Advokaten gestatten, vor dem Gerichte das Wort zu führen, wenn gewichtige Gründe oder das Interesse des Klienten diese Ausnahme zu rechtfertigen scheinen, dieses alles jedoch unbeschadet der Bestimmungen der Art. 85 und 86 der Civilprozeßordnung und des Art. 102 des Grundgesetzes vom 18. Februar 1885.

Art. 35. Die Advokaten und Advokat-Anwälte tragen den Schülterstreifen ; sie sind berechtigt, bedeckten Hauptes zu reden ; sie führen das Wort stehend und entblößen das Haupt, wenn sie Anträge stellen oder Prozeßakten verlesen ; es ist ihnen untersagt, während der Sitzung, ohne Erlaubniß des Präsidenten, mit den Richtern in Verbindung zu treten oder in den vor dem Gerichte reservirten Raum sich einzudrängen.

Art. 36. Ist der mit dem Prozeß betraute und im Besitze der Schriftstücke befindliche Advokat-Anwalt oder Advokat durch Krankheit oder andere ernste Gründe behindert, an dem zur mündlichen Verhandlung anberaumten Tage zu erscheinen, so hat er den Präsidenten vor der Sitzung schriftlich davon in Kenntniß zu setzen.

In diesem Falle kann der Prozeß auf eine spätere Sitzung vertagt werden, und der Hof verordnen, daß der neuerdings behinderte Advokat-Anwalt sich in dieser neu anberaumten Sitzung bei der Verhandlung des Prozesses durch einen Kollegen vertreten lasse.

Art. 37. Die Verhandlungen können ebenfalls vertagt werden, wenn beim Aufruf des Prozesses

l'avocat-avoué ou l'avocat sera engagé à l'audience d'une autre chambre judiciaire séant en même temps.

Art. 38. Hors ces deux cas, lorsque l'avocat-avoué ou l'avocat chargé de l'affaire et saisi des pièces ne se sera pas trouvé à l'appel de la cause, et que, par sa faute, elle aura été retirée du rôle, il pourra être condamné personnellement aux frais et aux dommages-intérêts envers sa partie, s'il y a lieu.

Art. 39. Lorsque les juges trouvent qu'une cause est suffisamment éclaircie, le président devra faire cesser les plaidoiries.

Art. 40. Les avocats s'abstiendront de tous discours inutiles et superflus et de toutes injures ou personnalités offensantes envers les parties ou leurs défenseurs. Ils n'avanceront aucun fait grave contre l'honneur et la réputation des parties, à moins que la nécessité de la cause ne l'exige et qu'ils n'en aient charge expresse et par écrit de leurs clients ou des avoués de leurs clients.

Art. 41. Immédiatement après les plaidoiries, les pièces du procès, formées en liasse, seront remises au greffier de service à la chambre; elles seront cotées et accompagnées d'un inventaire.

CHAPITRE IV. — De la communication au ministère public.

Art. 42. Dans toutes les causes où il y aura lieu de communiquer au ministère public, l'officier du ministère public pourra exiger que cette communication se fasse au parquet, trois jours avant celui indiqué pour la plaidoirie, et ce sous la peine du rejet de la taxe de l'article afférent à la communication au ministère pu-

der Advokat-Anwalt oder Advokat vor einer andern zu derselben Zeit sitzenden gerichtlichen Kammer in Anspruch genommen ist.

Art. 38. Wenn der mit dem Prozeß betraute und im Besitz der Schriftstücke befindliche Advokat-Anwalt oder Advokat, außer in obigen beiden Fällen, bei dem Aufruf des Prozesses nicht zugegen gewesen und derselbe, durch sein Verschulden, von der Rolle zurückgezogen worden ist, kann er eintretenden Falles seiner Partei gegenüber persönlich zu Kostenersatz und Entschädigung verurtheilt werden.

Art. 39. Erachten die Richter einen Prozeß für hinreichend aufgeklärt, so hat der Präsident die Verhandlungen als geschlossen zu erklären.

Art. 40. Die Advokaten haben sich aller müßigen und überflüssigen Erörterungen sowie aller Beleidigungen und verleczenden Persönlichkeiten den Parteien oder ihren Wertheidigern gegenüber zu enthalten. Sie dürfen gegen die Ehre und den guten Ruf der Parteien schwere Thatfachen nicht vorbringen, außer wenn die Sache es unbedingt erheischt und sie seitens ihrer Klienten oder der Anwälte ihrer Klienten einen ausdrücklichen schriftlichen Auftrag dazu erhalten haben.

Art. 41. Unmittelbar nach Abschluß der mündlichen Verhandlungen werden die Schriftstücke des Prozesses, zu einem Bündel vereinigt, dem diensthürenden Gerichtsschreiber der Kammer übergeben; sie werden numerirt und mit einem Inventar versehen.

Kapitel IV. — Mittheilungen an die Staatsanwaltschaft.

Art. 42. In allen Prozessen, bei welchen der Staatsanwaltschaft Mittheilung zu machen ist, soll der staatsanwaltliche Beamte zu fordern berechtigt, daß diese Mittheilung drei Tage vor dem zur Verhandlung anberaumten Tage bei der Staatsanwaltschaft erfolge, und zwar bei Strafe der Verwerfung der Tage des die Mittheilung an-

blic. Sinon, il pourra demander la communication des pièces de suite après que les plaidoiries sont terminées.

Art. 43. L'officier du ministère public peut requérir la communication des pièces dans toute autre cause, en veillant à ce que cette communication ne retarde pas le jugement de l'affaire.

Le tribunal peut aussi ordonner cette communication d'office.

Art. 44. Dans les procès dont l'instruction se fait par écrit, le juge-rapporteur doit veiller à ce que la communication au ministère public soit faite en temps utile pour que le jugement ne soit pas retardé.

Art. 45. L'officier du ministère public, après avoir pris communication des pièces, les fera remettre, dans le plus bref délai, au rapporteur, quand il les aura prises de ses mains; sinon au greffe.

Art. 46. L'officier du ministère public qui voudra prendre des conclusions ou émettre son avis, prendra la parole sur le champ, ou à l'une des plus prochaines audiences qu'il aura indiquée d'avance.

Art. 47. Le ministère public une fois entendu, aucune des parties ne peut obtenir la parole après lui; mais elles pourront seulement remettre sur le champ de simples notes, comme il est dit à l'art. 111 du code de procédure civile.

CHAPITRE V. — Du greffe et du secrétariat du parquet.

Art. 48. Les greffe et secrétariat sont ouverts aux jours et heures à fixer par arrêté ministériel.

Art. 49. Le greffier conserve le registre des résolutions, dont le secret doit être gardé; il veille en outre à la conservation de tous les actes et documents dont la garde lui est confiée par la loi.

die Staatsanwaltschaft betreffenden Artikels. Wenn nicht, darf er gleich nach Abschluß der Verhandlungen Mittheilung der Schriftstücke verlangen.

Art. 43. Der staatsanwaltliche Beamte kann Mittheilung der Schriftstücke in jedem andern Prozesse verlangen, muß aber dafür Sorge tragen, daß die Entscheidung des Prozesses dadurch nicht verzögert werde.

Das Gericht kann diese Mittheilung auch von Amts wegen verordnen.

Art. 44. In den Prozessen, bei welchen die Untersuchung schriftlich geschieht, muß der berichterstattende Richter Sorge dafür tragen, daß die Mittheilung an den Staatsanwalt rechtzeitig geschehe, damit das Urtheil keine Verzögerung erleide.

Art. 45. Nach Kenntnahme der Schriftstücke stellt der staatsanwaltliche Beamte dieselben in kürzester Frist dem Berichterstatter zurück, falls er sie aus dessen Händen empfangen hat, andernfalls der Gerichtskanzlei.

Art. 46. Wenn der staatsanwaltliche Beamte Anträge stellen oder seine Ansicht kund geben will, ergreift er sogleich oder in einer von ihm voraus zu bestimmenden nächsten Sitzung das Wort.

Art. 47. Nach Anhörung der Staatsanwaltschaft kann keine der Parteien mehr zum Wort zugelassen werden; doch dürfen sie unverzüglich, wie es in Art. 111 der Civilprozeßordnung vorgesehen ist, einfache Notizen einreichen.

Kapitel V. — Gerichtskanzlei und Sekretariat der Staatsanwaltschaft.

Art. 48. Die Gerichtskanzlei und das Sekretariat sind an den durch Ministerialbeschuß zu bestimmenden Tagen und Stunden geöffnet.

Art. 49. Der Gerichtsschreiber bewahrt das Berathungsregister und hat den Inhalt desselben als Amtsgeheimnis zu behandeln; es liegt ihm ferner die Bewahrung aller durch das Gesetz seiner Hüt anvertrauten Alten und Schriftstücke ob.

Le secrétaire est chargé de la garde et de la conservation des archives du parquet:

Art. 50. Toute demande et toute délivrance d'expédition seront consignées dans un registre particulier, tenu par le greffier ; elles seront datées et signées par l'avoué.

Art. 51. Le greffier est tenu de délivrer les expéditions des jugements au plus tard dans la quinzaine du jour de la demande, et dans la huitaine, ou même dans un délai moindre, lorsque le président le jugera possible.

Art. 52. Le greffier ne pourra, sauf en cas d'autorisation écrite du président, dans les circonstances extraordinaires, s'il y a urgence, s'écarte de l'ordre des demandes pour la délivrance des expéditions autres que celles d'ordonnances sur requêtes.

Art. 53. Le registre aux expéditions devra être déposé en la chambre du conseil avant l'ouverture de l'audience du premier lundi de chaque mois, et les autres jours à la demande du président ou du procureur d'État.

Art. 54. Les clerces des avocats-avoués ne pourront être employés à rôler les expéditions ; il est, en outre, expressément défendu au greffier de leur remettre les minutes, soit au greffe, soit ailleurs ; toutefois ces personnes peuvent prendre communication et copie des règlements provisoires en se conformant aux instructions du greffier en chef.

CHAPITRE VI. — Des huissiers.

Art. 55. Le tribunal désigne, pour le service intérieur, les huissiers qu'il juge dignes de sa confiance.

Les huissiers audienciers font à tour de rôle le service intérieur près le tribunal, aussi bien

Der Sekretär ist mit der Hut und der Aufbewahrung des staatsanwaltlichen Archivs betraut.

Art. 50. Die Gesuche um Ausfertigungen und die Ablieferung von solchen werden vom Gerichtsschreiber in ein eigenes Register eingetragen, und mit dem Datum und der Unterschrift des Anwalts versehen.

Art. 51. Der Gerichtsschreiber hat die Ausfertigungen der Urtheile spätestens innerhalb vierzehn Tage vom Tage des Gesuches an, und wenn der Präsident es als möglich erachtet, innerhalb acht Tage oder in einer noch kürzeren Frist auszustellen.

Art. 52. Der Gerichtsschreiber darf, außer auf eine schriftliche Ermächtigung des Präsidenten in außerordentlichen Fällen und zwar aus Dringlichkeitsgründen, von der Reihenfolge der nachgesuchten Ausfertigungen, mit Ausnahme der Ausfertigung der Ordonnanzen auf Gesuch, nicht abweichen.

Art. 53. Das Ausfertigungsregister muß vor Größnung der Audienz des ersten Montags jedes Monats, an den anderen Tagen auf Verlangen des Präsidenten oder Staatsanwalts in der Raths-kammer aufgelegt werden.

Art. 54. Die Schreiber der Advokat-Anwälte dürfen bei den Abschriften der Ausfertigungen nicht verwandt werden ; es ist ferner dem Gerichtsschreiber ausdrücklich untersagt, ihnen die Concepce, sei es in der Kanzlei, sei es anderwo zu übergeben ; jedoch können diese Personen Mittheilung und Abschrift der provisorischen Collocations erhalten, sofern sie sich nach den Instruktionen des Hauptgerichtsschreibers richten.

Kapitel VI. — Gerichtsvollzieher.

Art. 55. Das Gericht bezeichnet für den innern Dienst die Gerichtsvollzieher, welche es seines Vertrauens würdig erachtet.

Die bezeichneten Gerichtsvollzieher versehen abwechselnd den innern Dienst bei dem Gerichte,

aux assemblées générales qu'aux audiences, aux enquêtes et autres opérations de justice.

Art. 56. L'huissier qui sera de service doit se rendre au lieu des séances un quart d'heure avant l'heure fixée pour l'ouverture de l'audience. Il maintient, sous les ordres du président, la police d'audience ; il occupe en-dessous du bureau du tribunal le siège qui lui est destiné.

Il ne s'y livre à aucun travail étranger au service de l'audience et doit être attentif à faire observer dans l'auditoire le silence et le respect dus à la justice.

Il empêche l'introduction, dans l'enceinte réservée, des personnes qui ne peuvent y être admises et se conforme rigoureusement à tout ce qui lui est prescrit par le président.

Art. 57. Le président désignera celui des huissiers qui accompagnera le tribunal, lorsqu'il sortira en corps ou en députation.

Règlement d'ordre intérieur du Tribunal d'arrondissement de Diekirch.

CHAPITRE I^e. — De l'ordre de service de l'audience et de la chambre du conseil.

Art. 1^e. Le président préside les audiences civiles, sans préjudice du droit de présider les autres audiences, quand il le juge convenable.

Art. 2. Le tribunal désignera, chaque année en assemblée générale, dans la quinzaine qui précède les vacances, les juges qui ont à faire respectivement le service des audiences civiles, commerciales et correctionnelles.

Les audiences non présidées par le président le seront par les juges suivant le rang de leur ancienneté.

Art. 3. Le tribunal, en assemblée générale, peut, si les besoins du service l'exigent,

sowohl bei den Generalversammlungen, als auch bei den Gerichtssitzungen, Zeugenverhören und andern Gerichtsverhandlungen.

Art. 56. Der diensthüende Gerichtsvollzieher hat sich eine Viertelstunde vor der für die Eröffnung der Sitzung festgesetzten Stunde im Sitzungssaal einzufinden. Er hat, unter dem Befehl des Präsidenten, in der Sitzung die Polizei zu handhaben ; er nimmt unterhalb des Tisches, an welchem das Gericht sitzt, den ihm angewiesenen Platz ein.

Er darf sich mit keiner der Sitzung fremden Arbeit beschäftigen und hat darüber zu wachen, daß unter den Zuhörern Ruhe und die der Gerechtigkeit gebührende Achtung obwalte.

Er hat den Personen, welchen der vorbehaltene Raum nicht zugänglich ist, den Zutritt zu demselben zu verwehren und allen Vorschriften des Präsidenten genau Folge zu leisten.

Art. 57. Der Präsident bezeichnet den Gerichtsvollzieher, welcher das Gericht begleitet, wenn es in corpore oder in Deputation ausgeht.

Reglement, die innere Ordnung am Bezirksgericht zu Diekirch betreffend.

Kapitel I. — Dienstordnung in der Sitzung und der Rathsämmmer.

Art. 1. Der Präsident führt den Vorsitz in den Civilsitzungen, unbeschadet der Befugniß, die andern Sitzungen zu präsidiren, so er dies für angezeigt erachtet.

Art. 2. Das Gericht bezeichnet alljährlich in einer innerhalb vierzehn Tagen vor den Ferien abzuhaltenen allgemeinen Versammlung die Richter, welche den Dienst der Civil-, Handels- und resp. Buchtpolizeisitzungen zu versehen haben.

Die Sitzungen, in welchen der Präsident den Vorsitz nicht führt, werden von den Richtern nach Maßgabe ihrer Anciennetät präsidirt.

Art. 3. Außer den gemäß Art. 141 des Gesetzes vom 18. Februar 1885 durch Ministerial-

fixer des audiences extraordinaires en dehors des audiences ordinaires fixées par arrêté ministériel en conformité de l'art. 141 de la loi du 18 février 1885.

Art. 4. Le service pour la chambre des vaccinations est réglé conformément à l'art. 150 de la même loi.

Art. 5. Les réunions en chambre du conseil pour délibérer dans les causes plaidées ont lieu aux jours et heures à fixer par le président qui a siégé dans ces causes.

Art. 6. Au commencement de chaque trimestre, le procureur d'Etat fera connaître en assemblée générale les résultats des appels et des pourvois en cassation intervenus dans les affaires correctionnelles sur lesquelles le tribunal aura antérieurement porté une décision.

Art. 7. Les membres du tribunal appelés à siéger, doivent se trouver réunis en chambre du conseil, de manière que l'audience commence toujours à l'heure réglementaire.

Art. 8. Les parties civiles qui auront fait citer directement les prévenus et les personnes civilement responsables, seront tenues de communiquer au procureur d'Etat leur citation et les pièces dont elles font usage, vingt-quatre heures au plus tard avant l'appel de la cause.

Art. 9. Les avocats sont invités à prendre pour autant que possible connaissance au parquet des dossiers correctionnels concernant les prévenus qu'ils doivent défendre. Toute communication de ces dossiers est interdite pendant l'audience, sauf dispense pour motifs graves et légitimes à accorder par l'officier du ministère public.

Art. 10. Le greffier marquera au plenum l'heure précise à laquelle l'audience aura été ouverte et levée.

beschluss festzusehenden ordentlichen Sitzungen kann das Gericht in einer Generalversammlung, je nach den Dienstbedürfnissen, auch außerordentliche Sitzungen anberaumen.

Art. 4. Der Dienst der Ferienkammer ist gemäß Art. 150 desselben Gesetzes zu regeln.

Art. 5. Die Versammlungen der Rathskammer behufs Berathung der verhandelten Prozesse finden statt an den vom Präsidenten, der bei diesen Prozessen den Vorfall geführt, zu bestimmenden Tagen und Stunden.

Art. 6. Zu Anfang jedes Vierteljahres théilt der Staatsanwalt in einer Generalversammlung das Ergebnis der in Zuchtpolizeisachen, in welchen das Gericht vorher ein Urteil gefällt, erhobenen Berufungen und Kassationsgesuche mit.

Art. 7. Die zu den Sitzungen berufenen Mitglieder des Gerichts haben sich in der Rathskammer rechtzeitig einzufinden, so daß die Sitzung zur festgesetzten Stunde beginnen kann.

Art. 8. Die Civilparteien, welche die Angeklagten direkt haben vorladen lassen, sowie die civiliter verantwortlichen Personen sind gehalten, dem Staatsanwalt ihre Vorladung sowie die Schriftstücke, von denen sie Gebrauch machen wollen, spätestens vierundzwanzig Stunden vor Aufruf der Sache mitzubringen.

Art. 9. Die Advokaten werden ersucht, bei der Staatsanwaltschaft von dem ihre Klienten betreffenden Aktenmaterial in Zuchtpolizeisachen so weit als thunlich Kenntnis zu nehmen. Jede Mittheilung während der Sitzung ist untersagt, außer in Dispensationsfällen, in welchen von dem Beamteten der Staatsanwaltschaft aus gewichtigen und billigen Gründen diese Mittheilung gestattet wird.

Art. 10. Der Gerichtsschreiber verzeichnet im Protokoll genau die Stunde, zu welcher die Sitzung eröffnet und geschlossen worden ist.

CHAPITRE II. — De l'inscription et de l'instruction des causes.

Art. 11. Il sera tenu au greffe deux registres ou rôles généraux, côtés et paraphés par le président, sur lesquels seront inscrites, dans l'un, toutes les affaires civiles, dans l'autre toutes les affaires commerciales dans l'ordre de leur présentation.

En matière civile les parties ou leurs représentants sont tenus de faire faire cette inscription la veille au plus tard du jour où l'on se présentera à l'audience.

Cette inscription sera faite sur le dépôt d'un rôle, portant les noms, professions, domiciles et qualités des parties, les noms des avocats-avoués, l'objet, la cause et la nature de la contestation et une colonne d'observations.

Le greffier y portera le numéro et la date de l'inscription au rôle général.

Ce rôle doit être accompagné :

a) en matière civile, d'une copie libre des conclusions de la partie qui demande l'inscription, et

b) en matière commerciale, de l'original ou d'une copie libre de l'exploit d'ajournement.

Les affaires sur requête seront portées sur un registre particulier ; elles ne seront inscrites au rôle général que lorsqu'elles donneront lieu à des contestations à décider à l'audience.

Les ordres seront également portés sur un registre séparé. Ils ne figurent au rôle général qu'en cas de contredits.

Il sera fait mention en marge du registre particulier et du rôle général du transport de l'un à l'autre.

Le registre d'ordre indiquera :

1^o la date de la requête à fin de nomination de juge ;

2^o la date des ordonnances du président ;

3^o le nom du juge commis et, le cas échéant, celui du juge qui le remplace ;

Rapitel II. — Eintragung und Prozeßgang.

Art. 11. — Auf der Gerichtskanzlei werden zwei Register oder allgemeine Rollen geführt, welche der Präsident numerirt und paraphirt; in das eine werden alle Civil-, in das andere alle Handelsprozesse in der Reihenfolge eingetragen, in welcher sie vorgebracht worden sind.

In Civilsachen haben die Parteien oder ihre Vertreter dafür zu sorgen, daß die Eintragung spätestens am Vorabend des Sitzungstages geschehe.

Die Eintragung erfolgt auf Grund der Hinlegung einer Rolle, welche Namen, Stand, Wohnort und Eigenschaften der Parteien, Namen der Advokat-Anwälte, Gegenstand, Grund und Art des Prozeßobjektes angibt, sowie eine Kolonne für Bemerkungen enthält.

Der Gerichtsschreiber verzeichnet in derselben Nummer und Tag der Eintragung in die allgemeine Rolle.

Diese Rolle muß begleitet sein :

a) in Civilsachen, von einer stempelfreien Abschrift der Anträge der die Eintragung nachsuchenden Partei, und

b) in Handelsachen, von der Urkunft oder einer stempelfreien Abschrift der Vorladung.

Die auf Gesuch angestrengten Prozeßsachen werden in ein eigenes Register eingetragen; sie werden in die allgemeine Rolle nur dann eingetragen, wenn sie Streitigkeiten veranlassen, über welche in der Sitzung zu entscheiden ist.

Die Collocationen werden ebenfalls in ein besonderes Register eingetragen, in die allgemeine Rolle nur im Falle von Widerspruch.

Am Rande des besonderen Registers und der allgemeinen Rolle wird die Übertragung von dem einen in die andere erwähnt.

Das Collocations Register enthält Vermerk :

1^o des Tages des Gesuches, zum Zwecke der Bezeichnung eines Richters;

2^o des Tages der Ordonnanz des Präsidenten;

3^o des Namens des beauftragten Richters und eintretenden Falles dessenigen des selbstvertretenen Richters.

4° les noms du requérant, de son avoué, des vendeurs ou des parties saisies et des acquéreurs.

Art. 12. L'inscription au rôle général fixe le rang d'après lequel les causes présentées doivent être plaidées et jugées.

Art. 13. Les causes introduites par assignation à bref délai, celles pour déclinatoires, exécutions et règlements de procédure qui ne tiennent pas au fond, celles à fins de provisions alimentaires, ou toutes autres de pareille urgence, seront appelées sur simples conclusions et avenir, pour être plaidées et jugées sans remise et sans tour de rôle.

Si, par circonstances spéciales, les juges croient devoir accorder remise, elle sera ordonnée contradictoirement à jour fixe.

Aux appels des causes, celles ci-dessus énumérées sont retenues pour être jugées avant toutes autres.

Celles de ces causes qui, par le fait des parties, n'ont pas pu être jugées dans le délai de deux mois, perdent leur caractère d'urgence et doivent suivre leur tour du rôle général.

Art. 14. Lorsqu'il a été formé opposition à une sentence par défaut, la cause reprendra le rang qu'elle occupait au rôle.

Elle conservera ce rang après réassignation, sur défaut-jonction prononcé dans le cas de l'art. 153 du code de procédure civile.

Art. 15. Les causes dans lesquelles il aura été prononcé une décision interlocutoire, préparatoire ou d'instruction, seront, après l'instruction faite, jugées dans l'ordre où elles avaient d'abord été placées.

Art. 16. Dans toutes les causes civiles, les avocats-avoués déposeront au greffe, trois jours

4. der Namen des Ansuchers, seines Anwaltes, der Verkäufer oder der beschlagnahmten Parteien und der Ankäufer.

Art. 12. Durch die Eintragung in die allgemeine Rolle wird die Reihenfolge bestimmt, in welcher die eingebrachten Prozesse verhandelt und abgeurtheilt werden sollen.

Art. 13. Die durch Vorladung auf kurze Frist angestrebten Prozesse, die Einrede- und Vollstreckungsälagen, die lediglich auf Regulierung der Prozeßordnung fußenden Klagen, sowie die Klagen auf eine Unterhaltssumme oder ähnliche dringende Klagen werden auf bloße Schriftsätze und Zustellung von Anwalt zu Anwalt behufs Verhandlung und Entscheid ohne Vertagung und ohne Beobachtung der Reihenfolge verhandelt und abgeurtheilt.

Glauben die Richter aus besondern Gründen Aufschub gestatten zu müssen, so wird derselbe nach Anhörung der Parteien auf einen bestimmten Tag angeordnet.

Bei dem Aufruf der Prozesse werden die oben bezeichneten vorbehalten, um vor allen anderen entschieden zu werden.

Diejenigen dieser Prozesse, welche durch Verschulden der Parteien innerhalb zweier Monate nicht zur Aburtheilung gelangt sind, verlieren den Charakter der Dringlichkeit und halten die Reihenfolge in der allgemeinen Rolle.

Art. 14. Wenn gegen ein Contumazurtheil Opposition erhoben worden ist, nimmt der Prozeß den Rang, den er in der Rolle gehabt, wieder ein.

Er behält diesen Rang bei Vorladung kraft eines Contumazial-Verbindungsurtheils im Falle des Art. 153 der Civilprozeßordnung.

Art. 15. Die Prozesse, in welchen ein Interlocut oder ein präparatorisches Urtheil getroffen worden ist, werden, nach erfolgter Untersuchung, in der Reihenfolge, in welcher sie anfangs aufgestellt worden, abgeurtheilt.

Art. 16. In allen Civilsachen haben die Advokat-Anwälte spätestens drei Tage vor der für

au moins avant l'audience fixée pour les plaidoiries, leurs conclusions motivées, signées d'eux et portant la date de la signification à avoué, le numéro du rôle et les qualités des parties.

En cas de réquisition d'un jugement par défaut, ce dépôt peut être fait à l'audience même entre les mains du greffier.

Lorsque les avocats-avoués modifieront les conclusions par eux déposées ou qu'ils prendront à la barre des conclusions nouvelles, ils seront tenus, dans la journée, de les signifier à l'avoué adverse et d'en déposer au greffe une copie signée et portant mention expresse de la date de la signification à avoué ; dans le cas contraire, ces conclusions seront considérées comme non avouées, et il sera jugé sur les pièces du dossier.

Art. 17. Toutes les assignations, sommations d'audience et avenir seront donnés à l'heure fixée pour l'ouverture de l'audience, sauf en matière correctionnelle, où le ministère public peut fixer les heures de comparution aux heures qu'il jugera convenir.

Art. 18. Toutes conclusions, sommations d'audience et avenirs devront être signifiés à avoué trois jours au moins avant celui fixé pour plaider, pour poser qualités ou pour ouïr statuer.

Art. 19. A l'ouverture de la première audience civile de la semaine, l'huiissier audien-
cier, après l'appel des causes fixées à cette audience dans l'ordre de leur placement au rôle général, sera successivement, dans le même ordre, l'appel des causes nouvellement fixées aux deux audiences suivantes. Le rôle particu-
lier des affaires retenues pour chacune de ces deux audiences sera transcrit immédiatement après l'audience au calepin d'audience à dépo-
ser dans l'enceinte du greffe réservée au public.

Si après la fixation il survient des obstacles

die mündliche Verhandlung festgesetzten Sitzung auf der Gerichtskanzlei ihre motivirten und unterzeichneten Anträge nebst Angabe des Datums der Zustellung an den Anwalt, der Nummer der Rolle und der Eigenschaft der Parteien zu hinterlegen.

Im Falle eines Contumazurtheils kann die Hinterlegung in der Sitzung selbst zu Händen des Gerichtsschreibers erfolgen.

Andernfalls die Advokat-Anwälte die von ihnen hinterlegten Anträge oder stellen sie vor Gericht neue Anträge, so haben sie dem gegnerischen Anwalte dieselben im Laufe des Tages zuzustellen und auf der Gerichtskanzlei eine unterzeichnete Abschrift derselben, welche die ausdrückliche Angabe des Tages der Zustellung an den Anwalt enthält, zu hinterlegen ; im entgegengesetzten Falle sind die Anträge als ungeschehen zu betrachten und wird auf Grund des Altenma-
terials entschieden.

Art. 17. Alle Vorladungen und Altenzu-
stellungen erfolgen zu der für die Eröffnung der Sitzung festgesetzten Stunde, außer in Bu-
chtpolizeisachen, in welchen die Staatsanwaltschaft die Stunde, wo die Parteien erscheinen sollen, nach eigenem Ermessen bestimmt.

Art. 18. Alle Schriftsätze und Zustellungsakten müssen wenigstens drei Tage vor dem zur jährlichen Verhandlung, Antragstellung oder Urtheil-
fällung anberaumten Tage dem Gegenanwalt zu-
gestellt werden.

Art. 19. Bei Eröffnung der ersten Civilsitzung der Woche rast der dazu bezeichnete Gerichtsvollzieher, nach geschehenem Aufruf der für diese Sitzung festgesetzten Prozesse in der Reihenfolge ihrer Aufstellung in der allgemeinen Rolle, die für die beiden folgenden Sitzungen neuerdings festgesetzten Prozesse einen nach dem andern in derselben Reihenfolge auf. Die besondere Rolle der für eine jede dieser beiden Sitzungen zurückbehaltenen Sachen wird nach der Sitzung unverzüglich in das hierzu bestimmte und in dem für das Publikum reservirte Raum der Kanzlei aufliegende Buch eingetragen.

Treten nach der Feststellung Hindernisse ein,

à ce que l'une ou plusieurs de ces causes soient plaidées, les avocats-avoués devront de suite présenter leurs motifs d'excuse au président du tribunal; aucune remise ne pourra être accordée au jour fixé, si ce n'est pour cause légitime survenue depuis le jour de la transcription du rôle particulier au calepin d'audience.

En matière commerciale, les affaires qui ne sont pas dans le cas d'être jugées immédiatement, seront reportées sur le rôle général commercial, sans préjudice du droit de les reproduire sans frais pour requérir jugement à telle audience qu'il plaira aux parties après un préavis de trois jours francs par lettre chargée au fondé de pouvoirs de la partie adverse, ou, s'il n'y en a pas, à la partie même. Les frais d'avertissement seront liquidés à titre de déboursés.

Art. 20. En cas de non-comparution des deux avocats-avoués à l'appel de la cause, celle-ci sera retirée du rôle, et l'avocat-avoué qui aura introduit la cause, sera responsable envers sa partie de tous dommages-intérêts, s'il y a lieu.

Si un seul des avocats-avoués se présente, il sera tenu de requérir jugement; s'il refuse de prendre jugement, la cause sera retirée du rôle, sans que le tribunal puisse accorder aucune remise, si ce n'est pour cause légitime, auquel cas il sera indiqué un autre jour.

Une cause retirée du rôle pour les motifs ci-dessus énoncés ne pourra y être rétablie que sur le vu de l'expédition du jugement de radiation.

Si les deux avocats-avoués sont présents, ils seront tenus de poser qualités et de prendre des conclusions; il leur sera indiqué un jour pour plaider.

S'il y a des obstacles à ce que les avocats-avoués, ou l'un d'eux, se trouvent à l'audience

so daß der eine oder der andere der Prozeß nicht zur Verhandlung kommen kann, so müssen die Advokat-Anwälte ihre Entschuldigungsgründe unverzüglich dem Präsidenten vorbringen; ein Aufschub kann an dem festgesetzten Tage nur in Folge eines billigen seit dem Tage der Übertragung der besondern Rolle in das hierzu bestimmte Buch eingetretenen Grundes gestattet werden.

In Handelsachen werden die Angelegenheiten, welche nicht unverzüglich entschieden werden können, wieder in die allgemeine Handelsrolle eingetragen, unbeschadet des Rechtes, sie kostenfrei wieder vorzubringen, behufs Nachsuchung eines Urtheils in einer nach Wunsch der Parteien anzuberuhmenden Sitzung, nachdem der Bevollmächtigte der Gegenpartei, oder in Ermangelung desselben die Partei selbst drei volle Tage vorher vermitteis Einschreibebriefes davon in Kenntniß gesetzt worden. Die Mahnzettelkosten werden als ausgelegte Gelder berechnet.

Art. 20. Erscheinen beide Advokat-Anwälte beim Aufruf der Sache nicht, so wird der Prozeß von der Rolle gestrichen und der Advokat-Anwalt, der den Prozeß eingebracht hat, ist eintretenden Falles seiner Partei gegenüber zu Schadenersatz gehalten.

Erscheint nur einer der beiden Advokat-Anwälte, so muß er Urtheil nehmen; weigert er sich, dies zu thun, so wird der Prozeß von der Rolle zurückgezogen, ohne daß das Gericht Aufschub gestatten kann, außer für einen billigen Grund, in welchem Falle ein anderer Tag anberaumt wird.

Ein Prozeß, welcher aus den oben angegebenen Gründen von der Rolle zurückgezogen worden, kann nur mehr auf Vorliegen einer Aussertigung des Streichungsurtheils wieder in dieselbe eingetragen werden.

Sind die beiden Advokat-Anwälte zugegen, so müssen sie ihre Anträge stellen; der Tag der mündlichen Verhandlung wird anberaumt.

Sind die Advokat-Anwälte oder ist einer von ihnen verhindert, der festgesetzten Sitzung anzu-

indiquée, ils devront sur le champ en faire l'observation; si elle est trouvée fondée, il sera indiqué un autre jour.

Art. 21. Le plenum du greffier fera mention de tous les faits de l'audience.

Art. 22. Le greffier portera sur la feuille d'audience du jour les minutes de chaque sentence aussitôt qu'elle sera rendue; il fera mention en marge des noms des juges et de l'officier du ministère public qui y auront assisté.

Celui qui aura présidé, vérifiera, dans les vingt-quatre heures, la feuille d'audience et signera, ainsi que le greffier, chaque minute de jugement et les mentions faites en marge.

Art. 23. Le greffier annotera, à la colonne d'observations du rôle déposé, par leur date et leur nature, tous les jugements rendus dans chaque cause, y compris ceux de remise et de radiation.

Art. 24. Les causes jugées définitivement ou retirées du rôle y seront bâtonnées.

Celles dans lesquelles il aura été rendu un jugement par défaut, attaquable par la voie d'opposition, y seront maintenues provisoirement. Toutefois, lorsqu'il se sera écoulé plus de sept mois sans qu'il ait été fait mention d'une opposition sur le registre tenu au greffe, conformément à l'art. 163 du code de procédure civile, la cause sera définitivement rayée du rôle.

Art. 25. Il sera fait, par les soins du président, dans la première quinzaine de mars et au commencement d'août de chaque année, un appel général de toutes les causes. Celles terminées par transaction ou autrement, ou dont le tribunal se trouverait définitivement dessaisi, et celles dans lesquelles les avoués ne se présentent pas ou refuseront, sans motif valable,

wohnen, so haben sie unverzüglich Mittheilung davon zu machen; wird der Verhinderungsfall als begründet erachtet, so wird ein anderer Tag angesetzt.

Art. 21 Das Protokoll des Gerichtsschreibers erwähnt alle Vorfälle der Sitzung.

Art. 22. Der Gerichtsschreiber trägt in das Audienzprotokoll des Tages das Concept jedes Urtheils ein, gleich nachdem es ergangen ist, und vermerkt am Rande die Namen der Richter und des staatsanwaltlichen Beamten, welche der Sitzung beiwohnt haben.

Der Vorsitzende hat innerhalb vierundzwanzig Stunden das Audienzprotokoll zu prüfen und mit dem Gerichtsschreiber das Concept eines jeden Urtheils und die Handvermerke zu unterzeichnen.

Art. 23. Der Gerichtsschreiber verzeichnet in der Kolonne für Bemerkungen der hinterlegten Rolle, mit Angabe des Tages und der Art, alle in jedem Prozeß erlassenen Urtheile, mit Einschluß derjenigen, für welche Vertagung anberaumt oder Streichung von der Rolle angeordnet worden ist.

Art. 24. Die endgültig entschiedenen oder von der Rolle zurückgezogenen Prozeß werden auf derselben gestrichen.

Diejenigen, in welchen ein Contumazurteil gefüllt worden, welches im Wege der Opposition beanstandet werden kann, sind provisorisch auf der Rolle beizubehalten. Sind jedoch über sieben Monate verflossen, ohne daß in dem gemäß Art. 163 der Civilprozeßordnung auf der Gerichtskanzlei geführten Register von einer Opposition Meldung geschehen, wird der Prozeß endgültig von der Rolle gestrichen.

Art. 25. Innerhalb der ersten Hälfte des Monats März und zu Anfang August jedes Jahres geschieht auf Betreiben des Präsidenten ein allgemeiner Aufruf aller Prozeß. Diejenigen, welche durch Vergleich oder auf anderem Wege beendigt, oder dem Gerichte definitiv entzogen worden, sowie diejenigen, in welchen die Anwälte nicht erschienen sind oder in welchen sie

fixation du jour pour plaider, seront retirées du rôle et bâtonnées.

Art. 26. Les abréviations de délais sont accordées par le président de la chambre à laquelle ressortit l'affaire.

Art. 27. Sauf les cas d'urgence et hormis les demandes en divorce et en séparation de corps, toutes les requêtes, adressées au tribunal, au président ou à un juge commis, seront présentées par la voie du greffe.

Art. 28. Dans le prononcé des jugements et ordonnances, les présidents ne désigneront les parties que par leurs noms, prénoms, états et professions; ils pourront seulement y ajouter les titres et qualifications nobiliaires et les grades que Nous leur aurons conférés ou reconnus; ou bien, si elles sont étrangères au Grand-Duché, ceux qui leur appartiennent dans les pays de leur nationalité.

Cette disposition est commune au ministère public portant la parole en Notre nom.

Art. 29. Le président du tribunal d'arrondissement tiendra l'audience des résérés, à laquelle seront portés tous les résérés, pour quelque cause que ce soit.

Art. 30. L'avant-veille, au plus tard, du jour fixé pour une descente sur les lieux, une enquête, un interrogatoire sur faits et articles ou tout autre devoir semblable, l'expédition du jugement qui l'aura ordonné ainsi que les pièces de la procédure, seront remises au juge-commissaire par l'avoué poursuivant.

Les requêtes à fin d'obtenir fixation du jour pour les enquêtes seront présentées par la voie du greffe aux juges-commissaires au moins trois jours avant l'expiration du délai fixé par l'art. 257 du code de procédure civile.

Art. 31. Aussitôt qu'ils seront connus par les jugements ou les ordonnances des juges-

sich ohne geltenden Grund der Anberaumung der mündlichen Verhandlung widersezen, werden von der Rolle zurückgezogen und gestrichen.

Art. 26. Die Abkürzungen der Fristen bewilligt der Präsident der Kammer, vor welche der Prozeß gehört.

Art. 27. Außer in Dringlichkeitsfällen und bei Ehescheidungsklagen und Klagen auf Trennung von Eisch und Bett, werden alle an das Gericht, den Präsidenten oder den beauftragten Richter gerichteten Gesuche im Wege der Gerichtskanzlei eingebracht.

Art. 28. Bei Verlesung der Urtheile und Ordonnanzen bezeichnen die Präsidenten die Parteien nur mit Namen, Vornamen, Stand und Gewerbe; sie dürfen nur die Adelstitel und Adelsbezeichnungen, sowie die Grade, welche Würden selben verliehen oder zuerkannt haben, hinzufügen, oder, wenn die Betreffenden Ausländer sind, nur diejenigen, welche denselben in ihrem eigenen Lande zutreffen.

Diese Bestimmung findet auch ihre Anwendung auf die staatsanwaltlichen Beamten, welche in Unserm Namen das Wort führen.

Art. 29. Der Präsident des Bezirksgerichts hält die Referatssitzungen, in welchen über jegliche Referate verhandelt wird.

Art. 30. Spätestens am zweiten Tage vor dem zu einer Ortsbesichtigung, einem Zeugenverhör, einer Vernehmung über Thatsachen und Artikel und ähnliche gerichtliche Handlungen bestimmten Tage, werden eine Ausfertigung des betreffenden Urtheils, sowie die Schriftstücke des Verfahrens dem beauftragten Richter durch den belangenden Anwalt übergeben.

Die Gesuche behufs Feststellung des Tages für das Zeugenverhör werden im Wege der Kanzlei dem Richtercommisar spätestens drei Tage vor Ablauf der durch Art. 257 der Civilprozeßordnung bestimmten Frist zugestellt.

Art. 31. Die festgesetzten Tage werden, sobald sie durch die Urtheile oder Ordonnanzen der Richter-

commissaires, les jours fixés seront indiqués sur un tableau à ce spécialement destiné et constamment affiché dans l'enceinte du greffe réservée au public.

CHAPITRE III. — Des plaidoiries.

Art. 32. Les avocats qui auront prêté devant la Cour supérieure de justice le serment professionnel, sont seuls admis à plaider devant le tribunal.

Toutefois, le président peut, par exception, autoriser un avocat étranger à plaider devant le tribunal, lorsque des motifs graves ou l'intérêt du client paraissent justifier cette exception, le tout sans préjudice des dispositions des art. 85 et 86 du code de procédure civile et de l'art. 102 de la loi organique du 18 février 1885.

Art. 33. Les avocats et avocats-avoués portent la chausse ; ils ont le droit de parler couverts. Ils plaideront debout et se découvriront quand ils prendront des conclusions ou liront les pièces du procès ; il leur est interdit d'avoir, pendant la tenue de l'audience, sans la permission du président, aucune communication avec les magistrats du siège, ou de s'introduire dans l'enceinte réservée devant le tribunal.

Art. 34. Lorsque l'avocat-avoué ou l'avocat chargé de l'affaire et saisi des pièces ne pourra, pour cause de maladie ou autre cause grave, se présenter le jour où elle doit être plaidée, il devra en instruire le président par écrit, avant l'audience.

En ce cas, la cause pourra être remise à une prochaine audience et le tribunal pourra ordonner que, pour cette nouvelle audience, l'avocat-avoué empêché devra se faire remplacer par un confrère pour plaider l'affaire.

Art. 35. De même la cause pourra être remise, lorsqu'au moment de l'appel de la cause

tercommisare bœfann geworden, auf einer eigens dazu bestimmten Tafel angegeben, welche beständig in dem für das Publikum vorbehaltenen Raum der Kanzlei aushängt.

Kapitel III. — Mündliche Verhandlungen.

Art. 32. Nur diejenigen Advokaten, welche vor dem Obergerichtshof den Amtseid abgelegt haben, werden zur mündlichen Verhandlung beim Gerichte zugelassen.

Der Präsident kann indeß ausnahmsweise einem ausländischen Advokaten gestatten, vor dem Gerichte das Wort zu führen, wenn gewichtige Gründe oder das Interesse des Klienten diese Ausnahme zu rechtfertigen scheinen, dieses alles jedoch unbeschadet der Bestimmungen der Art. 85 und 86 der Civilprozeßordnung und des Art. 102 des Grundgesetzes vom 18. Februar 1885.

Art. 33. Die Advokaten und Advokat-Anwälte tragen den Schulterstreifen ; sie sind berechtigt, bedeckten Hauptes zu reden ; sie führen das Wort stehend und entblößen das Haupt, wenn sie Anträge stellen oder Prozeßakten verlesen ; es ist ihnen untersagt, während der Sitzung, ohne Erlaubniß des Präsidenten, mit den Richtern in Verbindung zu treten oder in den vor dem Gerichte reservirten Raum sich einzudringen.

Art. 34. Ist der mit dem Prozeß betraute und im Besitze der Schriftstücke befindliche Advokat-Anwalt oder Advokat durch Krankheit oder andere ernste Gründe behindert, an dem zur mündlichen Verhandlung anberaumten Tage zu erscheinen, so hat er den Präsidenten vor der Sitzung schriftlich davon in Kenntniß zu setzen.

In diesem Falle kann der Prozeß auf eine spätere Sitzung vertagt werden, und der Hof verordnen, daß der neuerdings behinderte Advokat-Anwalt sich in dieser neu anberaumten Sitzung bei der Verhandlung des Prozesses durch einen Kollegen vertreten lasse.

Art. 35. Die Verhandlungen können ebenfalls vertagt werden, wenn beim Aufruf des Prozesses

L'avocat-avoué ou l'avocat sera engagé à l'audience d'une autre chambre judiciaire séant en même temps.

Art. 36. Hors ces deux cas, lorsque l'avocat-avoué ou l'avocat chargé de l'affaire et saisi des pièces ne se sera pas trouvé à l'appel de la cause, et que, par sa faute, elle aura été retirée du rôle, il pourra être condamné personnellement aux frais et aux dommages-intérêts envers sa partie, s'il y a lieu.

Art. 37. Lorsque les juges trouvent qu'une cause est suffisamment éclaircie, le président devra faire cesser les plaidoiries.

Art. 38. Les avocats s'abstiendront de tous discours inutiles et superflus et de toutes injures ou personnalités offensantes envers les parties ou leurs défenseurs. Ils n'avanceront aucun fait grave contre l'honneur et la réputation des parties, à moins que la nécessité de la cause ne l'exige et qu'ils n'en aient charge expresse et par écrit de leurs clients ou des avoués de leurs clients.

Art. 39. Immédiatement après les plaidoiries, les pièces du procès, formées en liasse, seront remises au greffier de service à la chambre; elles seront cotées et accompagnées d'un inventaire.

CHAPITRE IV. — De la communication au ministère public.

Art. 40. Dans toutes les causes où il y aura lieu de communiquer au ministère public, l'officier du ministère public pourra exiger que cette communication se fasse au parquet, trois jours avant celui indiqué pour la plaidoirie, et ce sous la peine du rejet de la taxe de l'article afférent à la communication au ministère pu-

der Advokat-Anwalt oder Advokat vor einer andern zu derselben Zeit sitzenden gerichtlichen Kammer in Anspruch genommen ist.

Art. 36. Wenn der mit dem Prozeß betraute und im Besitz der Schriftstücke befindliche Advokat-Anwalt oder Advokat, außer in obigen beiden Fällen, bei dem Aufruf des Prozesses nicht zugegen gewesen und derselbe, durch sein Verschulden, von der Rolle zurückgezogen worden ist, kann er eintretenden Falles seiner Partei gegenüber persönlich zu Kostenersatz und Entschädigung verurtheilt werden.

Art. 37. Erachten die Richter einen Prozeß für hinreichend aufgeklärt, so hat der Präsident die Verhandlungen als geschlossen zu erklären.

Art. 38. Die Advokaten haben sich aller müßigen und überflüssigen Erörterungen sowie aller Beleidigungen und verleidenden Persönlichkeiten den Parteien oder ihren Vertretern gegenüber zu enthalten. Sie dürfen gegen die Ehre und den guten Ruf der Parteien schwere Thatsachen nicht vorbringen, außer wenn die Sache es unbedingt erheischt und sie seitens ihrer Klienten oder der Anwälte ihrer Klienten einen ausdrücklichen schriftlichen Auftrag dazu erhalten haben.

Art. 39. Unmittelbar nach Abschluß der mündlichen Verhandlungen werden die Schriftstücke des Prozesses, zu einem Bündel vereinigt, dem diensttuenden Gerichtsschreiber der Kammer übergeben; sie werden numerirt und mit einem Inventar versehen.

Rapitel IV. — Mittheilungen an die Staatsanwaltschaft.

Art. 40. In allen Prozessen, bei welchen der Staatsanwalt die Mittheilung zu machen ist, soll der staatsanwaltliche Beamte zu fordern berechtigt, daß diese Mittheilung drei Tage vor dem zur Verhandlung anberaumten Tage bei der Staatsanwaltschaft erfolge, und zwar bei Strafe der Verwerfung der Taxe des die Mittheilung an-

Art. 41. Sinon, il pourra demander la communication des pièces de suite après que les plaidoiries sont terminées.

Art. 41. L'officier du ministère public peut requérir la communication des pièces dans toute autre cause, en veillant à ce que cette communication ne retarde pas le jugement de l'affaire.

Le tribunal peut aussi ordonner cette communication d'office.

Art. 42. Dans les procès dont l'instruction se fait par écrit, le juge-rapporteur doit veiller à ce que la communication au ministère public soit faite en temps utile pour que le jugement ne soit pas retardé.

Art. 43. L'officier du ministère public, après avoir pris communication des pièces, les fera remettre, dans le plus bref délai, au rapporteur, quand il les aura prises de ses mains, sinon au greffe.

Art. 44. L'officier du ministère public qui voudra prendre des conclusions ou émettre son avis, prendra la parole sur le champ, ou à l'une des plus prochaines audiences qu'il aura indiquée d'avance.

Art. 45. Le ministère public une fois entendu, aucune des parties ne peut obtenir la parole après lui; mais elles pourront seulement remettre sur le champ de simples notes, comme il est dit à l'art. 111 du code de procédure civile.

CHAPITRE V. — Du greffe et du secrétariat du parquet.

Art. 46. Les greffe et secrétariat sont ouverts aux jours et heures à fixer par arrêté ministériel.

Art. 47. Le greffier conserve le registre des résolutions, dont le secret doit être gardé; il veille en outre à la conservation de tous les actes et documents dont la garde lui est confiée par la loi.

die Staatsanwaltschaft betreffenden Artikels. Wenn nicht, darf er gleich nach Abschluß der Verhandlungen Mittheilung der Schriftstücke verlangen.

Art. 41. Der staatsanwaltliche Beamte kann Mittheilung der Schriftstücke in jedem andern Prozesse verlangen, muß aber dafür Sorge tragen, daß die Entscheidung des Prozesses dadurch nicht verzögert werde.

Das Gericht kann diese Mittheilung auch von Amts wegen verordnen.

Art. 42. In den Prozessen, bei welchen die Untersuchung schriftlich geschieht, muß der berichterstattende Richter Sorge dafür tragen, daß die Mittheilung an den Staatsanwalt rechtzeitig geschehe, damit das Urtheil keine Verzögerung erleide.

Art. 43. Nach Kenntnissnahme der Schriftstücke stellt der staatsanwaltliche Beamte dieselben in kürzester Frist dem Berichterstatter zurück, falls er sie aus dessen Händen empfangen hat, andernfalls der Gerichtskanzlei.

Art. 44. Wenn der staatsanwaltliche Beamte Anträge stellen oder seine Ansicht kund geben will, ergreift er sogleich oder in einer von ihm voraus zu bestimmenden nächsten Sitzung das Wort.

Art. 45. Nach Anhörung der Staatsanwaltschaft kann keine der Parteien mehr zum Wort zugelassen werden; doch dürfen sie unverzüglich, wie es in Art. 111 der Civilprozeßordnung vorgesehen ist, einfache Notizen einreichen.

Kapitel V. — Gerichtskanzlei und Sekretariat der Staatsanwaltschaft.

Art. 46. Die Gerichtskanzlei und das Sekretariat sind an den durch Ministerialbeschuß zu bestimmenden Tagen und Stunden geöffnet.

Art. 47. Der Gerichtsschreiber bewahrt das Berathungsregister und hat den Inhalt desselben als Amtsgeschäft zu behandeln; es liegt ihm ferner die Bewahrung aller durch das Gesetz seiner Hüt anvertrauten Akten und Schriftstücke ob.

Le secrétaire est chargé de la garde et de la conservation des archives du parquet.

Art. 48. Toute demande et toute délivrance d'expédition seront consignées dans un registre particulier, tenu par le greffier ; elles seront datées et signées par l'avoué.

Art. 49. Le greffier est tenu de délivrer les expéditions des jugements au plus tard dans la quinzaine du jour de la demande, et dans la huitaine, ou même dans un délai moindre, lorsque le président le jugera possible.

Art. 50. Le greffier ne pourra, sauf en cas d'autorisation écrite du président, dans les circonstances extraordinaires, s'il y a urgence, s'écartez de l'ordre des demandes pour la délivrance des expéditions autres que celles d'ordonnances sur requêtes.

Art. 51. Le registre aux expéditions devra être déposé en la chambre du conseil avant l'ouverture de l'audience du premier lundi de chaque mois, et les autres jours à la demande du président ou du procureur d'Etat.

Art. 52. Les clercs des avocats-avoués ne pourront être employés à rôler les expéditions ; il est, en outre, expressément défendu au greffier de leur remettre les minutes, soit au greffe, soit ailleurs ; toutefois ces personnes peuvent prendre communication et copie des règlements provisoires en se conformant aux instructions du greffier en chef.

CHAPITRE VI. — Des huissiers.

Art. 53. Le tribunal désigne, pour le service intérieur, les huissiers qu'il juge dignes de sa confiance.

Les huissiers audienciers sont à tour de rôle le service intérieur près le tribunal, aussi bien

Der Sekretär ist mit der Hut und der Aufbewahrung des staatsanwaltlichen Archivs betraut.

Art. 48. Die Gesuche um Ausfertigungen und die Ablieferung von solchen werden vom Gerichtsschreiber in ein eigenes Register eingetragen, und mit dem Datum und der Unterschrift des Anwalts versehen.

Art. 49. Der Gerichtsschreiber hat die Ausfertigungen der Urtheile spätestens innerhalb vierzehn Tage vom Tage des Gesuches an, und wenn der Präsident es als möglich erachtet, innerhalb acht Tage oder in einer noch kürzeren Frist auszustellen.

Art. 50. Der Gerichtsschreiber darf, außer auf eine schriftliche Ermächtigung des Präsidenten in außerordentlichen Fällen und zwar aus Dringlichkeitsgründen, von der Reihenfolge der nachgesuchten Ausfertigungen, mit Ausnahme der Ausfertigung der Ordonnanzen auf Gesuch, nicht abweichen.

Art. 51. Das Ausfertigungsregister muß vor Größenung der Audienz des ersten Montags jedes Monats, an den anderen Tagen auf Verlangen des Präsidenten oder Staatsanwalts in der Rathskammer ausgelegt werden.

Art. 52. Die Schreiber der Advoat-Anwälte dürfen bei den Abschriften der Ausfertigungen nicht verwandt werden ; es ist ferner dem Gerichtsschreiber ausdrücklich untersagt, ihnen die Concepce, sei es in der Kanzlei, sei es anderswo zu übergeben ; jedoch können diese Personen Mittheilung und Abschrift der provisorischen Collocationen erhalten, sofern sie sich nach den Instruktionen des Hauptgerichtsschreibers richten.

Kapitel VI. — Gerichtsvollzieher.

Art. 53. Das Gericht bezeichnet für den innern Dienst die Gerichtsvollzieher, welche es seines Vertrauens würdig erachtet.

Die bezeichneten Gerichtsvollzieher versehen abwechselnd den innern Dienst bei dem Gerichte,

**aux assemblées générales qu'aux audiences,
aux enquêtes et autres opérations de justice.**

Art. 54. L'huissier qui sera de service doit se rendre au lieu des séances un quart d'heure avant l'heure fixée pour l'ouverture de l'audience. Il maintient, sous les ordres du président, la police d'audience ; il occupe en-dessous du bureau du tribunal le siège qui lui est destiné.

Il ne s'y livre à aucun travail étranger au service de l'audience et doit être attentif à faire observer dans l'auditoire le silence et le respect dus à la justice.

Il empêche l'introduction, dans l'enceinte réservée, des personnes qui ne peuvent y être admises et se conforme rigoureusement à tout ce qui lui est prescrit par le président.

Art. 55. Le président désignera celui des huissiers qui accompagnera le tribunal, lorsqu'il sortira en corps ou en députation.

Avis. — Notariat.

Par arrêté royal grand-ducal du 15 de ce mois, démission a été accordée, sur sa demande, à M. Brassel de Rambrouch de ses fonctions de notaire.

Conformément à l'art. 69 de l'ordonnance du 1^{er} octobre 1841, M. Brassel a désigné M. le notaire Bian de Redange pour la conservation de ses minutes.

Luxembourg, le 21 avril 1885.

*Le Directeur général de la justice,
P. EYSCHEN.*

Avis. — Huissier.

Par arrêté royal grand-ducal du 15 de ce mois, démission a été accordée, sur sa demande, à M. François Leyder, huissier près le tribunal d'arrondissement de Diekirch, à la résidence de Vianden.

Luxembourg, le 21 avril 1885.

*Le Directeur général de la justice,
P. EYSCHEN.*

sowohl bei den Generalversammlungen, als auch bei den Gerichtssitzungen, Zeugenverhören und andern Gerichtsverhandlungen.

Art. 54. Der diensttuende Gerichtsvollzieher hat sich eine Viertelstunde vor der für die Eröffnung der Sitzung festgesetzten Stunde im Sitzungssaal einzufinden. Er hat, unter dem Befehl des Präsidenten, in der Sitzung die Polizei zu handhaben ; er nimmt unterhalb des Tisches, an welchem das Gericht sitzt, den ihm angewiesenen Platz ein.

Er darf sich mit keiner der Sitzung fremden Arbeit beschäftigen und hat darüber zu wachen, daß unter den Zuhörern Ruhe und die der Rechtigkeit gebührende Achtung obwalte.

Er hat den Personen, welchen der vorbehaltene Raum nicht zugänglich ist, den Zutritt zu demselben zu verwehren und allen Vorschriften des Präsidenten genau Folge zu leisten.

Art. 55. Der Präsident bezeichnet den Gerichtsvollzieher, welcher das Gericht begleitet, wenn es in corpore oder in Deputation ausgeht.

Bekanntmachung. — Notariat.

Durch Königl.-Großh. Beschuß vom 15. d. Ms. ist Hr. Brassel von Rambruch aus seinem Amte als Notar, auf sein Ansuchen, entlassen worden.

Gemäß Art. 69 der Ordonnanz vom 1. Oktober 1841 hat Hr. Brassel zur Aufbewahrung seiner Urkunden den Hrn. Notar Bian von Redingen bestellt.

Luxemburg den 21. April 1885.

*Der General-Director der Justiz,
P. Eyschen.*

Bekanntmachung. — Gerichtsvollzieher.

Durch Königl.-Großh. Beschuß vom 15. d. Ms. ist Hr. Franz Leyder aus seinem Amte als Gerichtsvollzieher am Bezirksgericht Diekirch, mit dem Wohnsitz Vianden, auf sein Ansuchen, entlassen worden.

Luxemburg den 21. April 1885.

*Der General-Director der Justiz,
P. Eyschen.*

Marktpreisr. — 2. Hälfte des Monats Februar 1885.

Bezeichnung der Lebensmittel u. dgl.	Maße oder Gewicht.	Mittelpreise der verkauften Lebensmittel auf den Märkten von								
		Luxem- burg.	Die- kirch.	Wilh.	Ettel- brück.	Echter- nach.	Nemich	Mersch.	Greven- macher.	Esch- a. d. A.
Weizen	Hektoliter	16 50	17 50	"	18 00	18 87	17 75	"	"	18 00
Mischelfrucht . .	—	15 53	17 00	"	17 50	17 79	16 25	"	"	16 50
Roggen	—	14 00	"	15 00	14 50	15 58	"	"	"	14 50
Gerste	—	12 00	"	"	"	14 25	"	"	"	"
Spelz	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Heidelorn	—	"	13 00	12 50	"	"	"	"	"	"
Haser	—	8 63	7 50	7 00	7 00	7 86	7 25	"	"	8 50
Erbse	—	20 00	"	"	"	20 16	"	"	"	"
Bohnen	—	30 00	"	"	"	18 88	"	"	"	"
Linsen	—	30 00	"	"	"	21 66	"	"	"	"
Kartoffeln	—	4 30	3 75	3 75	3 50	"	5 00	"	3 75	4 00
Weizen-Mehl . .	Kilogr.	0 55	0 40	0 40	0 45	0 38	0 38	"	0 40	0 50
Mischel-Mehl . .	—	0 45	0 38	0 32	0 35	0 31	0 34	"	0 34	0 40
Roggen-Mehl . .	—	0 35	"	0 26	0 30	"	"	"	"	"
Geschälte Gerste . .	—	0 90	"	"	"	"	"	"	"	"
Butter	—	2 50	2 50	2 20	2 70	2 30	2 50	2 50	2 40	2 50
Eier	Dutzend.	0 82	0 75	0 74	0 70	0 73	0 85	0 75	0 70	0 90
Heu	100 Kilo.	9 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Stroh	—	7 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Buchenholz . . .	Stere.	14 00	"	"	"	"	14 00	"	"	"
Eichenholz . . .	—	9 00	"	"	"	"	10 00	"	"	"
Weichholz	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Ochsenfleisch . . .	Kilogr.	1 80	1 40	1 50	1 50	"	"	1 50	"	1 50
Kuh- od. Kindfleisch	—	1 40	1 35	1 40	1 20	1 35	1 20	1 50	1 30	1 40
Kalbfleisch	—	1 30	1 35	1 15	1 20	1 27	1 20	1 40	1 40	1 40
Hammelfleisch . . .	—	1 90	1 70	1 90	2 00	"	"	"	"	1 40
Schweinesfleisch . .	—	1 30	1 50	1 40	1 30	1 37	1 40	"	1 60	1 50
ib. geräuchert . .	—	2 00	"	"	"	"	"	"	"	1 70

Luxembourg. — Imp. de la Cour, V. Bück.